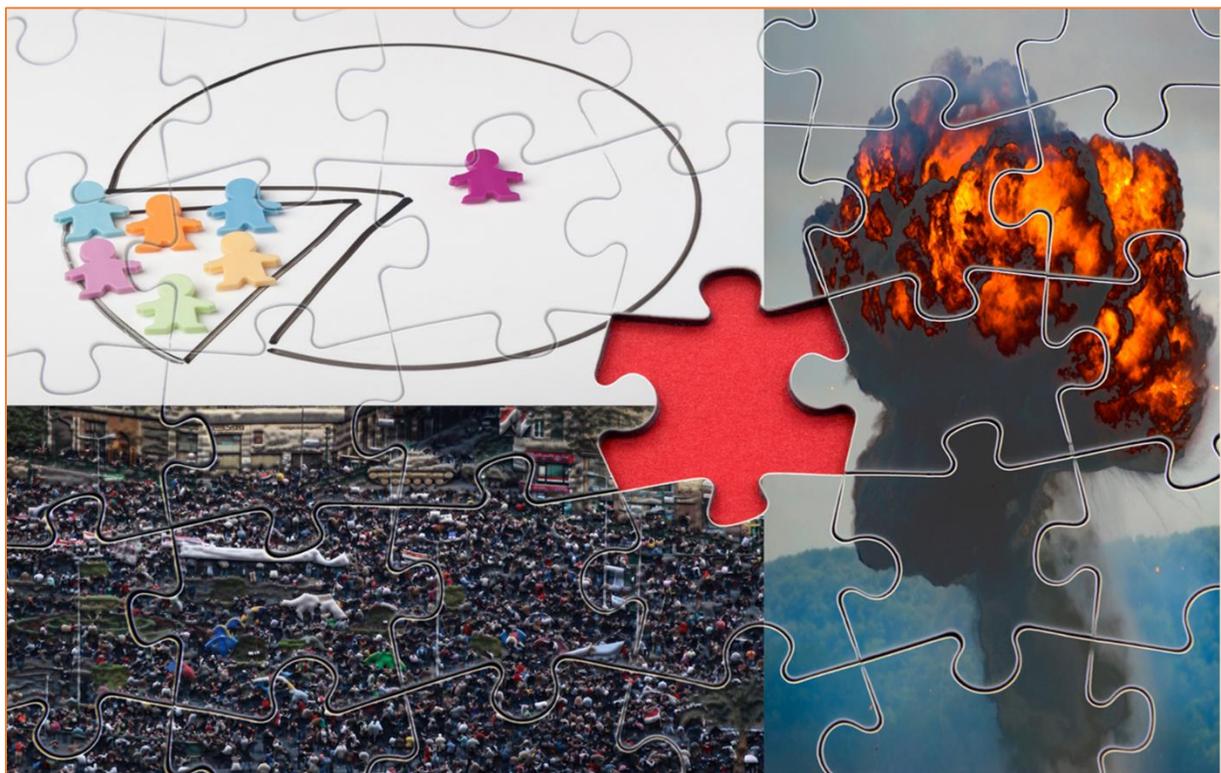


RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD DE LA BANQUE
MONDIALE
RAPPORT DE SUIVI ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

**Inégalités, soulèvements et conflits dans
le monde arabe**



Octobre 2015



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD DE LA BANQUE
MONDIALE

RAPPORT DE SUIVI ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

**Inégalités, soulèvements et conflits dans
le monde arabe**

2015 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818H Street, NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet www.worldbank.org

Tous droits réservés.

Cette publication est produite par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement la position de la Banque mondiale, de son Conseil des administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cette publication. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes de la présente publication n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et licences

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses travaux et accorde en général rapidement son autorisation.

Pour obtenir cette autorisation, veuillez adresser votre demande en fournissant tous les renseignements nécessaires, par courrier, au Copyright Clearance Center, Inc, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 09123, USA ; téléphone : 978-750-8400 ; télécopie : 978-750-4470 ; site web : www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande par courrier à l'adresse suivante : Office of the Publisher, World Bank, 1818H Street, NW, Washington, DC 20433, USA ; par télécopie : fax 202-522-2422 ; ou par courriel : pubrights@worldbank.org.

Photographies : © iStock

PUBLICATION GRATUITE

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD DE LA BANQUE
MONDIALE
RAPPORT DE SUIVI ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

Inégalités, soulèvements et conflits dans le monde arabe

REMERCIEMENTS

Le Rapport de suivi économique de la région MENA est une publication du bureau de l'économiste en chef de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Banque Mondiale. La première partie du rapport décrit les perspectives macroéconomiques à brève échéance, mondiales et régionales. La deuxième se focalise sur les thèmes importants pour le développement économique et la prospérité partagée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La troisième partie présente des notes sur les pays. Le rapport a été préparé sous la direction de Shantayanan Devarajan, économiste en chef de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Banque mondiale.

La première partie du rapport décrit les perspectives à brève échéance, et met en évidence les difficultés et incertitudes résultant de la multiplication des conflits dans la région. Cette partie a été rédigée par Lili Mottaghi, avec la contribution des économistes pays. Nous remercions Franziska Lieselotte Ohnsorge, Dana Lauren Vorisek et Elena Ianchovichina pour leurs précieux commentaires. Isabelle Chaal-Dabi a apporté un soutien administratif remarquable et Mark Volk a travaillé sur la conception de la page de couverture du rapport.

La seconde partie du rapport se concentre sur la problématique des inégalités, des soulèvements et des conflits dans le monde arabe. Elena Ianchovichina a piloté et rédigé cette partie, avec la contribution de Martijn Burger, Nadia Hassine, Roy van der Weide, Christoph Lakner, Youssouf Kiendrebeogo, Efstratia Arampatzi, Suleiman Abu Bader, Caroline Witte, Niels Johannesen et Stylianos Michalopoulos. Nous avons reçu des commentaires précieux sur les documents et notes de travail pour cette partie du rapport de la part des participants à l'atelier intitulé L'Énigme des inégalités du monde arabe (Arab Inequality Puzzle), organisé par le bureau de l'économiste en chef de la région MENA de la Banque mondiale le 27 avril 2015 à Washington. Nous remercions en particulier Francisco Ferreira, Martin Ravallion, Marcelo Giugale, Ana Revenga, Ravi Kanbur, Peter Lanjouw, Caroline Freund, Branko Milanovic, Quy-Toan Do, Martin Rama, Carol Graham, Paolo Verme, Sami Bibi, Hadi Esfahani et Hai-Anh Dang. Pour terminer, Tara Vishwanath, Najy Benhassine, Deborah Wetzell et Gabriel Ibarra nous ont fait part de leurs commentaires utiles sur les avant-projets du rapport.

La troisième partie du rapport a été préparée par Farrukh Iqbal, sur la base des rapports dressés sous l'impulsion d'Auguste Tano Kouame par les économistes pays suivants : Ibrahim Al-Ghelaïqah, Dalia Al Kadi, Sara Alnashar, Jean-Luc Bernasconi, Jose Lopez Calix, Jean-Pierre Chauffour, Khalid El Massnaoui, Shahrzad

Fard, Lea Hakim, Wissam Harake, Nour Jalal Nasser Eddin, Ahmed Kouchouk, Sibel Kulaksiz, Thomas Laursen, Raj Nallari, Sahar Sajjad Hussain et Abdoulaye Sy.

TABLE DES MATIÈRES

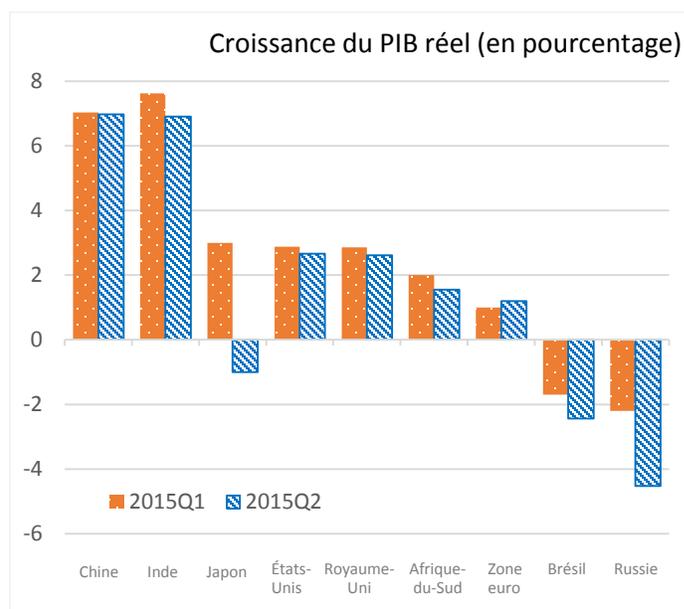
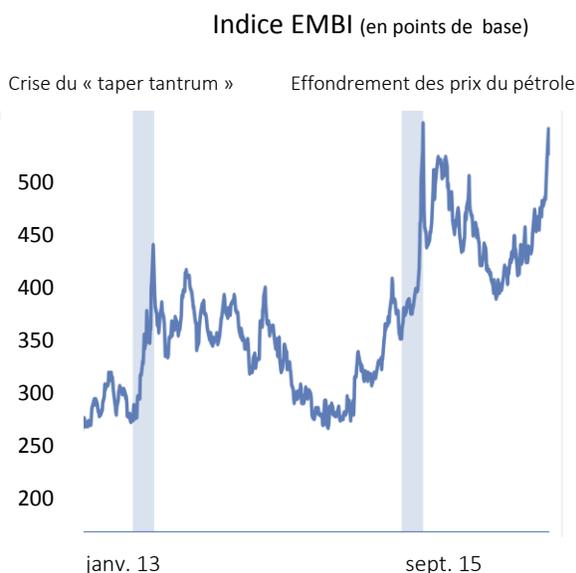
ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE ET PERSPECTIVES	1
La situation dans le monde	1
Perspectives au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	3
Inégalités, soulèvements et conflits dans le monde arabe	12
Introduction	12
Les inégalités économiques sont-elles fortes dans les pays arabes ?	15
Perception plus négative du bien-être au lendemain du Printemps arabe	25
Revendications, divisions et répercussions	34
BIBLIOGRAPHIE	43
ENCADRÉ	
Encadré 1.1 L'impact des turbulences des marchés émergents sur les pays de la région MENA	9
FIGURES	
Figure 1.1 Évolution récente de l'économie mondiale	1
Figure 1.2 Investissements entièrement nouveaux dans le monde	3
Figure 1.3 Solde budgétaire et solde extérieur	4
Figure 1.4 Situation économique des pays exportateurs de pétrole	5
Figure 1.5 Situation économique dans les pays importateurs de pétrole	6
Figure 1.6 Solde budgétaire et solde extérieur de la région MENA	8
Figure 2.1 Taux de pauvreté et hausse des dépenses des 40 % les plus pauvres	13
Figure 2.2 Inégalités dans le temps et dans le monde	14
Figure 2.3 Contexte du développement dans la région arabe	17
Figure 2.4 Comparaison de l'inégalité des dépenses dans la région MENA	18
Figure 2.5 Richesse concentrée entre les mains de milliardaires	21
Figure 2.6 Comptes secrets	23
Figure 2.7 Comparaison entre réalité et perception en Égypte (en pourcentage par décile)	25
Figure 2.8 Satisfaction moyenne à l'égard de la vie par pays (2006-2012)	27
Figure 2.9 Revenu moyen et bien-être subjectif par pays (2008-2011)	28
Figure 2.10 Croissance économique et évolution du bien-être subjectif	29
Figure 2.11 Évolution de la satisfaction à l'égard de la vie, 2009-10	30
Figure 2.12 Évolution de la satisfaction à l'égard de la vie pendant la seconde moitié des années 2000	30
Figure 2.13 Influence de facteurs différents sur la satisfaction à l'égard de la vie dans le monde arabe	31
Figure 2.14 Principales raisons à l'origine des soulèvements du Printemps arabe	32
Figure 2.15 Mécontentement vis-à-vis des services de l'État (en pourcentage de mécontents)	33
Figure 2.16 Évolution de la satisfaction à l'égard de la vie des 60 % les mieux lotis par rapport aux 40 % les plus pauvres, 2009-2010	34
Figure 2.17 Répartition de l'inégalité des dépenses par caractéristiques des ménages	36
Figure 2.18 Inégalités ethniques et inégalités spatiales	38
TABLEAUX	
Tableau 1.1 Perspectives macroéconomiques	10
Tableau 2.1 Mesures des inégalités en milieu urbain en Égypte corrigées des plus hauts revenus manquants	19
Tableau 2.2 Corrélation entre le ratio montant des dépôts dans les paradis fiscaux/PIB et le coefficient de Gini	24
Annexe – Tableau 2.1 : Statistiques sur la pauvreté (PovCal, à 1,25 dollar (PPA) par jour)	41

ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE ET PERSPECTIVES

La situation dans le monde

Au cours des trois derniers mois, les marchés mondiaux se sont montrés particulièrement volatils. Le prix des matières premières a subi des pressions à la baisse : les indices des produits agricoles, des métaux et de l'énergie sont tous en recul et le prix du pétrole tombe sous la barre des 46 dollars le baril en août, son plus bas niveau depuis 2008. La volatilité des devises et des titres a sensiblement augmenté en juillet et août, suite à une correction de 40 % de la bourse chinoise après son point haut de juin, parallèlement à une dépréciation inattendue en août de la monnaie chinoise, le renminbi. Conjuguées à l'incertitude liée au relèvement des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine, la faiblesse du prix des matières premières et les corrections boursières chinoises ont déclenché de fortes ventes de devises et de titres sur tous les marchés émergents. Le coût de l'emprunt a augmenté pour les pays en développement parallèlement à une frilosité accrue des investisseurs, les écarts liés à l'indice des obligations des marchés émergents (EMBI) se creusant de 23 points de base entre la fin du mois de juillet et la mi-septembre (figure 1.1, graphique de gauche). Après d'importants flux émanant des fonds obligataires et des fonds de participation des marchés émergents en août, le rythme de ces sorties semble avoir ralenti en septembre.

Figure 1.1 : Évolution récente de l'économie mondiale



Source : Banque mondiale.

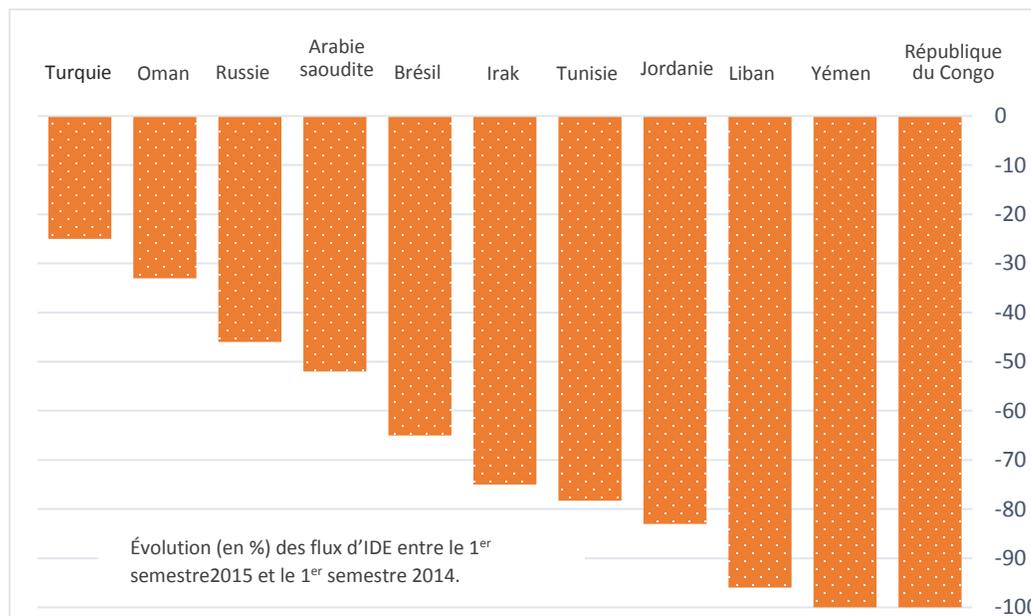
Les données du deuxième trimestre 2015 indiquent une reprise difficile de la croissance mondiale, qui se traduit par le ralentissement de l'activité dans la zone euro et au Japon, la poursuite de la décélération de la croissance en Chine, la contraction des économies russe et brésilienne et l'affaiblissement de l'économie des autres grands exportateurs de matières premières (figure 1.1, graphique de droite). Pour ce qui est de l'avenir, les résultats des enquêtes menées auprès des directeurs d'achat (PMI) continuent de tabler résolument sur une relance dans les pays à revenu élevé, mais pointent vers une contraction dans les pays en développement. En juin, la Banque mondiale prédisait une croissance du PIB mondial de 2,8 % en 2015, en légère progression par rapport aux 2,6 % de 2014. Sur fond de résultats d'observation décevants et de troubles des marchés financiers mondiaux, il est néanmoins probable que même la modeste reprise anticipée en juin pour l'année 2015 ne se concrétise pas.

L'inflation mondiale reste faible, traduisant l'effet modérateur qu'exercent le faible prix des matières premières, la croissance molle des salaires dans les économies développées et la surcapacité en Chine. L'inflation a cependant augmenté dans plusieurs grands marchés émergents cette année, notamment le Brésil, la Russie, l'Indonésie, la Malaisie, la Colombie, le Chili, la Turquie, l'Afrique du Sud et l'Égypte. Cette hausse résulte principalement de dépréciations sensibles des monnaies et, dans une moindre mesure, d'augmentations des prix administrés et des impôts indirects.

Dans la foulée du ralentissement de la croissance dans les économies émergentes, le commerce mondial s'est contracté d'environ 4 % au premier semestre 2015, comparé au second semestre 2014. Ce recul, le premier depuis 2009, s'explique par une baisse notable de la demande de produits d'importation émanant des marchés émergents, dont les marchés asiatiques et d'Europe centrale et de l'Est.

Par ailleurs, la baisse du prix des matières premières et les troubles au Moyen-Orient, conjugués à la hausse prévue des taux d'intérêt américains, ont sensiblement freiné les nouveaux flux de capitaux vers les pays en développement. Selon les estimations de *fDi Markets*, le nombre d'investissements entièrement nouveaux dans un grand nombre de pays, des marchés émergents pour la plupart, a connu une baisse spectaculaire au cours des six premiers mois de 2015 par rapport à la même période de l'année précédente (figure 1.2).

Figure 1.2 : Investissements entièrement nouveaux dans le monde



Source : fDi Markets.

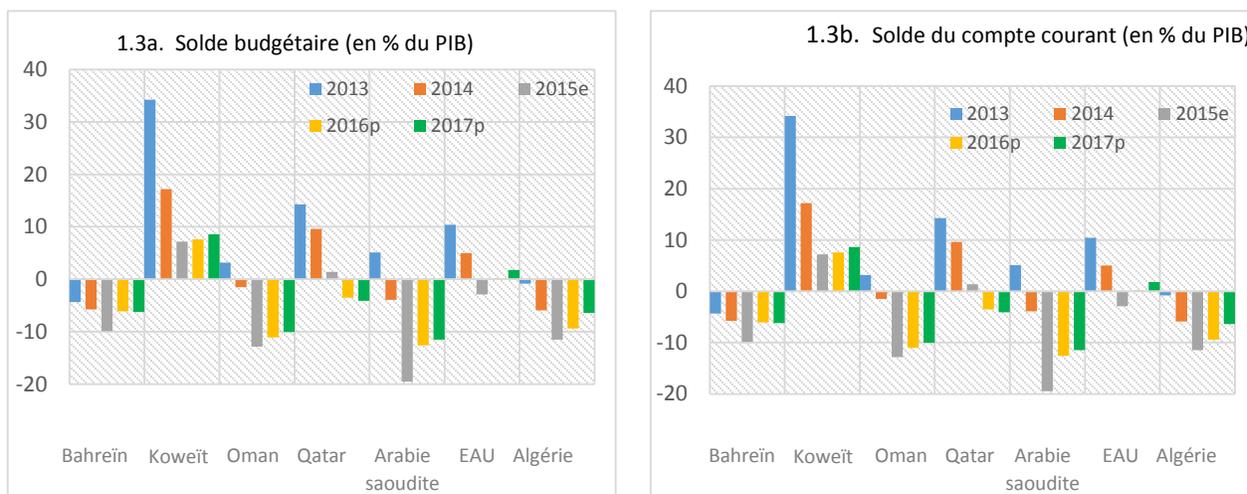
Perspectives au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Dans ce contexte de ralentissement de l'économie mondiale, la région MENA est au point mort. Avec la faiblesse persistante des prix du pétrole, l'escalade des conflits et l'éclatement des guerres civiles, les perspectives de reprise de la croissance à brève échéance sont peu encourageantes. D'après les estimations de la Banque mondiale, la croissance du PIB régional devrait se maintenir autour de 2,8 % en 2015, chiffre inférieur aux prévisions d'avril. Même si elle est cette année légèrement supérieure à celle de l'an dernier, la croissance globale de la région ne dépasse pas les 3 % depuis trois ans (tableau 1.1). Dans un scénario favorable d'apaisement des tensions en Libye, en Irak et en Syrie, conjugué à une reprise dans la zone euro qui pourrait dynamiser la demande extérieure, la croissance de la région pourrait rebondir à 4,4 % en 2016 et l'année suivante. Cependant, si la situation actuelle se maintient, la croissance globale ne devrait pas reprendre de sitôt.

Hormis en Égypte, au Maroc et en Iran, la croissance est en recul dans la quasi-totalité des pays de la région MENA, pour des raisons différentes cependant. Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et l'Algérie subissent les effets négatifs de la faiblesse des cours du pétrole et de l'absence d'ajustements budgétaires. Dans l'ensemble, le recul du cours du baril a gravement affecté l'économie des pays du CCG, dont la croissance devrait s'établir à 3,2 % en 2015, contre 3,9 % l'année dernière. Pour les mêmes raisons, la croissance algérienne devrait rester étale en 2015, à 2,8 %.

La position budgétaire des pays exportateurs de pétrole se dégrade. L'excédent d'environ 5,4 % du PIB affiché en 2013 devrait faire place à un déficit d'environ 9,8 % en 2015 dans les pays du CCG, voire plus en Algérie. Pour les pays du Golfe, le déficit devrait s'établir à 136 milliards de dollars en 2015, dont 129 milliards de dollars pour l'Arabie saoudite (soit une baisse de 19,5 % du PIB en 2015). Le Koweït et le Qatar, quant à eux, devraient voir leurs excédents divisés par deux en 2015 (figure 1.3a). Les balances courantes suivront la même tendance et les excédents devraient se contracter rapidement en 2015 (figure 1.3b).

Figure 1.3 : Solde budgétaire et solde extérieur

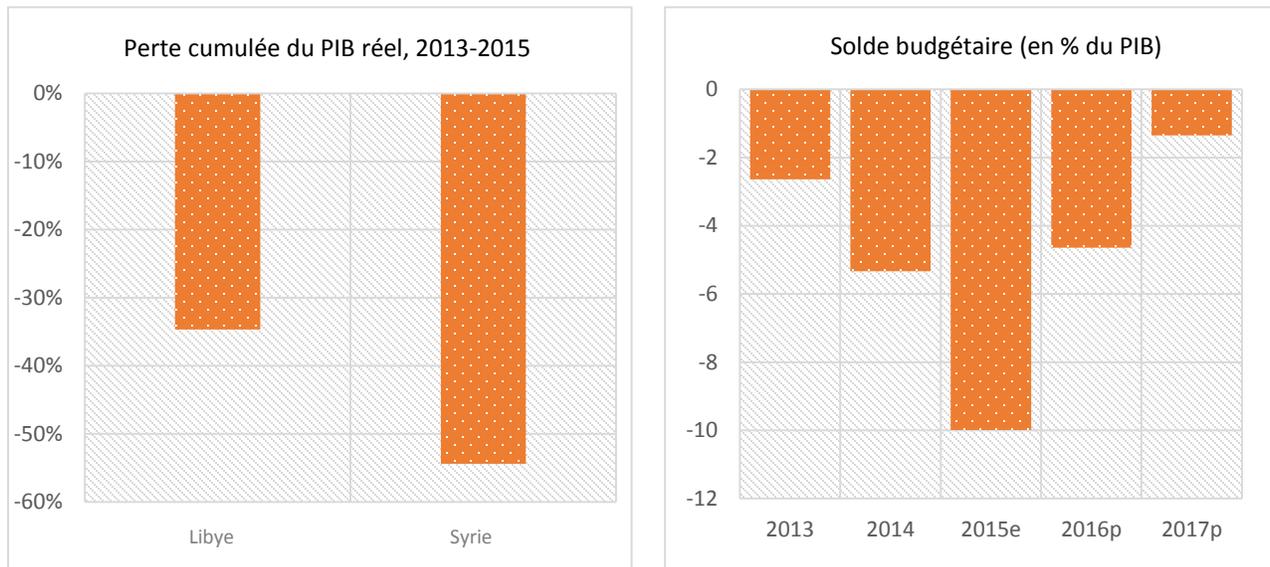


Source : Banque mondiale. e = estimation et p = projection.

Même si certains pays, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) notamment, ont commencé à revoir leurs colossales dépenses de subventions, les déséquilibres macroéconomiques auront probablement des répercussions sur 2016 et 2017, si les prix du pétrole restent bas et les États maintiennent leurs programmes de dépenses actuels.

Les pays exportateurs de pétrole de la région MENA (hormis l'Algérie et l'Iran après la levée des sanctions) sont doublement touchés par la faiblesse des prix du pétrole d'une part, et par la guerre civile d'autre part (Mottaghi, 2015). L'escalade des conflits et le sabotage des champs de pétrole dans la majorité des pays en développement exportateurs de pétrole devraient maintenir le taux de croissance moyen à un niveau peu élevé. Ces économies ont été durement frappées par les conflits en Libye, au Yémen, en Irak et en Syrie (Figure 1.4).

Figure 1.4 : Situation économique des pays en développement exportateurs de pétrole



Source : Banque mondiale. e = estimation et p = projection.

La majorité des pays exportateurs de pétrole ont connu un recul d'environ 40 % ou plus de leur revenu pétrolier, entraînant un important préjudice pour le secteur et une chute de la production (les estimations pour le Yémen ne sont pas disponibles). Le conflit s'est amplifié au Yémen, causant une catastrophe humanitaire d'urgence, un déplacement massif de populations et la destruction d'infrastructures civiles et publiques. La guerre en Syrie et les conflits régionaux ont provoqué le déplacement de plus de 11 millions de personnes, dont 7,6 millions à l'intérieur de leur propre pays et 4,1 millions de réfugiés dans les pays voisins. En plus de l'impact intérieur des conflits, les pays voisins comme le Liban et la Jordanie déplorent un ralentissement de la croissance et une dégradation de leur situation budgétaire, en raison principalement de l'accroissement de la dépense consacrée aux réfugiés et de l'interruption des échanges commerciaux (voir plus bas). La croissance globale du groupe de pays en développement exportateurs de pétrole devrait atteindre 1,3 % en 2015, légèrement au-dessus du niveau de l'an dernier, grâce principalement à une probable reprise progressive en Libye et en Irak.

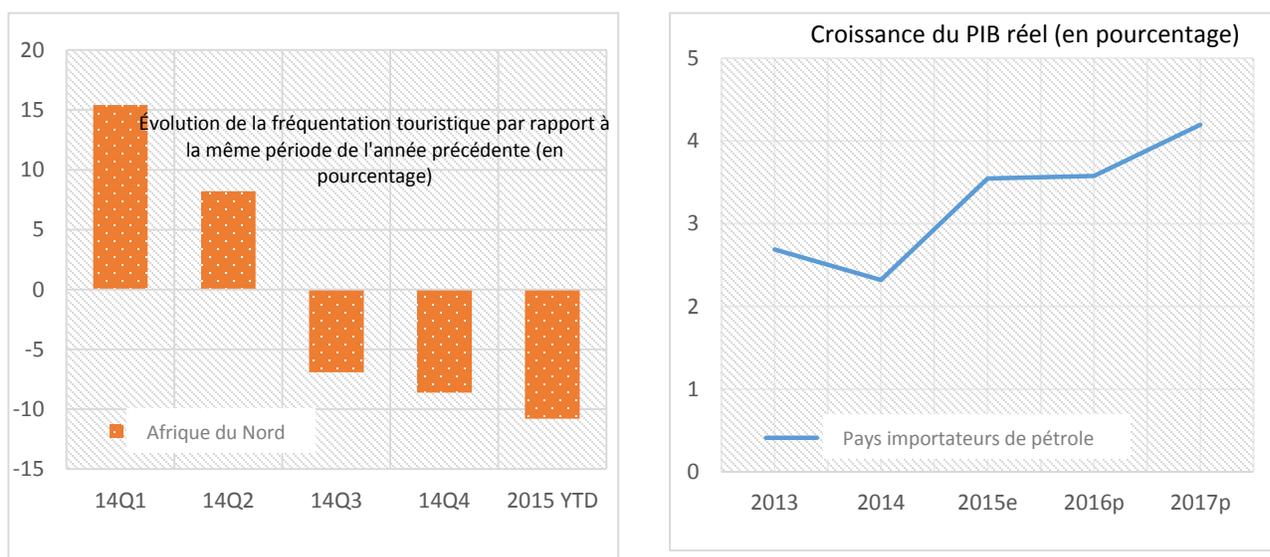
La croissance de l'économie iranienne devrait reprendre et s'accélérer en 2016 et au-delà, suite à la conclusion de l'accord sur la limitation du programme nucléaire iranien le 14 juillet 2015. La levée des sanctions, et le retour de l'Iran dans l'économie mondiale, pourrait contribuer à mettre un million de barils de brut supplémentaires par jour sur le marché international, entraînant une baisse des cours estimée à 13 % (Ianchovichina, Devarajan, Lakatos, 2015). Ce recul des prix aura des répercussions négatives sur l'économie déjà fragilisée des pays exportateurs de pétrole, dans une mesure moindre en Iran cependant. La production supplémentaire de pétrole pourrait

dynamiser la croissance de l'économie iranienne et compenser les effets négatifs de la chute des cours (Devarajan, Mottaghi, 2015).

La position budgétaire et le solde extérieur de ce groupe de pays en développement exportateurs de pétrole devraient se dégrader en 2015, accusant respectivement un recul de 10,3 % et 8,4 % du PIB. La Libye en particulier affiche un déficit budgétaire de plus de 55 % du PIB et un déficit courant de 70 % du PIB en 2015 (tableau 1.1). Les salaires et rémunérations en Libye représentent 60 % du total de la dépense publique, contre 50 % pour les subventions. Dans un scénario d'apaisement des conflits et de remontée des prix du pétrole, ces pays pourraient voir leurs soldes budgétaires et leurs positions extérieures s'améliorer en 2016 et au-delà.

Les pays importateurs de pétrole de la région MENA sont touchés par les attentats, les répercussions des guerres qui frappent les pays voisins, la morosité de la croissance dans la zone euro et les incertitudes politiques. Les tensions sécuritaires et la faiblesse de la demande extérieure pèsent lourdement sur l'activité économique de la majorité de ces pays, sans compter les effets néfastes pour l'investissement étranger et le tourisme (figure 1.5).

Figure 1.5 : Situation économique des pays importateurs de pétrole



Source : Banque mondiale et OMT. YTD = depuis le début de l'année, e = estimation et p = projection.

L'économie tunisienne devrait ralentir en 2015, frappée par deux attentats terroristes et face à une zone euro aux prises avec une stagnation persistante. La croissance du PIB réel devrait tomber à 0,8 %, contre 2,3 % l'an dernier, avec un nouveau risque de contraction en 2015. L'économie palestinienne quant à elle se relève de la récession ayant suivi la guerre de l'an dernier à Gaza. Les économies libanaise et jordanienne devraient également ralentir, à cause des répercussions des conflits en Syrie et en Irak et de l'absence d'investissement. Le nombre de

réfugiés qui entrent dans ces deux pays est en hausse, atteignant 1,1 million au Liban et 0,6 million en Jordanie en septembre, avec pour conséquence des pressions sur une marge de manœuvre budgétaire déjà réduite.

Seuls deux pays, l'Égypte et le Maroc, pourraient connaître une reprise de la croissance en 2015, mais des risques de dégradation persistent. En réponse à des accusations de corruption contre certains ministres, le gouvernement égyptien a démissionné début septembre. Le nouvel exécutif, nommé fin septembre, pourrait encore changer dans le sillage des élections parlementaires. Dans un scénario de sécurité renforcée et d'application des réformes, la croissance égyptienne pourrait avoisiner les 4 % en 2015 et l'année suivante. L'économie marocaine quant à elle repose en grande partie sur l'agriculture et la croissance pourrait s'orienter à la hausse ou à la baisse en fonction des conditions météorologiques.

Un nouveau recul des prix du pétrole, conjugué au maintien des régimes de dépenses budgétaires actuels, pourrait maintenir la région MENA au bord du gouffre. Certains pays exportateurs de pétrole de la région, l'Arabie saoudite et la Libye notamment, puisent dans leurs réserves et dans leurs fonds souverains pour amortir l'impact de la faiblesse des prix du pétrole. En Libye, les réserves en devises devraient se fondre de moitié en 2015 pour s'établir à 50 milliards de dollars, contre plus de 100 milliards de dollars il y a deux ans. En Arabie saoudite, on prévoit une réduction des réserves en devises de plus de 60 milliards de dollars cette année et d'environ 80 milliards de dollars l'an prochain. Même les pays disposant de réserves substantielles ont vu s'interrompre les nouveaux projets d'exploration et de forage. Par exemple, Royal Dutch Shell a interrompu son projet d'installations pétrochimiques à Al-Karaana au Qatar en janvier, pour cause de chute des prix du pétrole. Si elle ne s'inverse par, cette évolution finira par nuire aux économies de la région MENA en affaiblissant leur capacité à investir dans le pays et ailleurs dans la région.

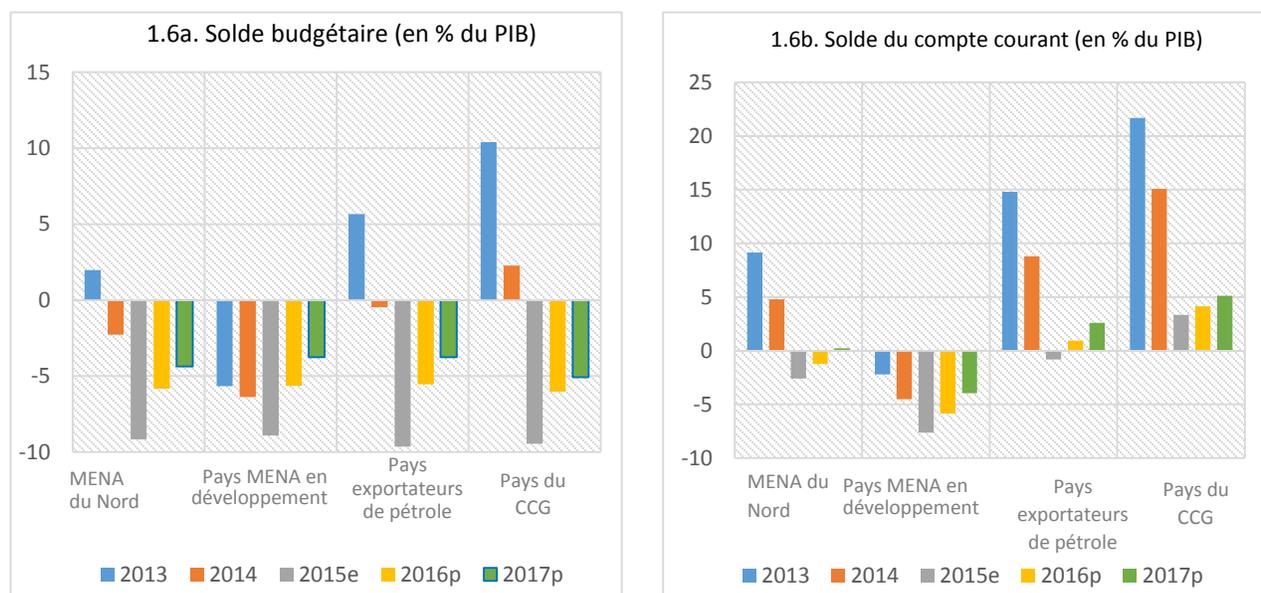
Les besoins en investissement de la région MENA sont énormes et la pénurie de capitaux étrangers n'a fait que dégrader encore plus la situation. D'après les estimations, l'Égypte aurait besoin de 30 à 35 autres milliards de dollars supplémentaires d'investissement et de 10 autres milliards de dollars pour développer ses infrastructures au cours des années à venir. Les promesses de fonds sont cependant rares. Il faut à la Jordanie plus de six milliards de dollars d'investissement par an pour placer son économie sur une trajectoire plus favorable à la croissance. La Tunisie, quant à elle, devrait accroître ses investissements de sept points de pourcentage supplémentaires du PIB sur les cinq prochaines années. Après la levée des sanctions, l'Iran a besoin de centaines de milliards de dollars pour moderniser ses champs de pétrole et ramener sa production au niveau d'avant les sanctions.

Tous les pays en développement de la région ont besoin de financements. Le pétrole bon marché et l'absence d'ajustements budgétaires ont gravement dégradé l'espace budgétaire de la région

MENA. L'excédent budgétaire d'environ 2 % devrait faire place à un déficit de 9,2 % du PIB en 2015 pour l'ensemble de la région. Cette situation est le résultat d'une forte hausse du déficit budgétaire des pays exportateurs de pétrole, dominés par les pays du CCG (figure 1.6a). De la même manière, l'excédent du compte des opérations extérieures de la région MENA des deux dernières années devrait faire place à un déficit d'environ 2,6 % du PIB en 2015 (figure 1.6b). Les principales raisons : la chute des prix du pétrole qui a commencé en 2014 et a réduit de moitié l'excédent du groupe des pays exportateurs de pétrole (voir encadré 1.1), et la timidité de la reprise économique dans la zone euro, une situation qui explique la réduction de la demande extérieure de pétrole et de produits d'exportation non pétroliers. Dans l'hypothèse d'un rebond des prix du pétrole et d'une reprise de la demande étrangère de produits d'exportation, le solde extérieur de la région MENA pourrait s'améliorer en 2017.

En résumé, depuis le Printemps arabe en 2011, la région MENA passe par un ralentissement de la croissance, une escalade des conflits violents et des guerres civiles et, plus récemment, une forte pression budgétaire exercée par la faiblesse des prix du pétrole. Dans la prochaine partie de ce rapport, nous étudions comment la région en est arrivée là. En particulier, nous cherchons à déterminer si les inégalités ou d'autres facteurs ont contribué aux soulèvements de 2010-2011, ainsi qu'aux conflits qui en ont découlé et se sont étendus à de nombreuses parties de la région.

Figure 1.6 : Solde budgétaire et position extérieure de la région MENA



Encadré 1.1 – L’impact des turbulences des marchés émergents sur les pays de la région MENA

Les turbulences récentes observées sur le marché boursier chinois et leurs répercussions sur d’autres marchés émergents ont amené les pays de la région MENA à réduire leurs prévisions de croissance. À l’exception des économies d’Europe de l’Est, qui sont liées à une Union européenne dont la reprise s’avère lente, et de l’Inde, les marchés émergents à revenu intermédiaire revoient à la baisse leurs prévisions de croissance. Le ralentissement en Chine et la lenteur de la reprise en Europe et aux États-Unis ont également affecté les marchés des matières premières, en particulier les prix du pétrole qui sont en baisse depuis juin. Les remous qui agitent les marchés émergents pourraient causer un effet de transmissions diverses aux pays de la région MENA.

Pays du Golfe. Ces pays sont affectés à deux niveaux. D’une part, la viabilité budgétaire des programmes de dépenses publiques actuels, y compris les subventions, dépendra de manière cruciale de la durée de la faiblesse des cours du pétrole. À l’exception du Koweït, tous ont déjà atteint des prix de vente au seuil de rentabilité à la fois pour les soldes budgétaires et les balances courantes, ce qui signifie que les gouvernements puisent dans leurs réserves et leurs fonds souverains, ou bien qu’ils s’endettent. Si les prix du pétrole restent à leurs bas niveaux actuels, Bahreïn, Oman et même l’Arabie saoudite épuiseront leurs réserves en quelques années, à moins de faire machine arrière sur le plan des dépenses publiques. D’autre part, la valorisation des fonds souverains et des réserves pourrait être affectée par la décision des États-Unis de relever ses taux d’intérêt, et par les effets connexes de cette décision sur les cours obligataires.

Pays du Machrek. L’impact principal des turbulences qui agitent les marchés émergents se ressentirait à deux niveaux : les prix du pétrole et le financement extérieur. Le premier niveau est celui qui revêt le plus d’importance, les marchés financiers des pays du Machrek n’étant pas entièrement intégrés aux marchés financiers mondiaux. La faiblesse des prix du pétrole devrait avoir un impact significatif sur l’Irak, la Syrie et dans une certaine mesure l’Iran, et creuser leur déficit de financement (tant le déficit budgétaire que celui de la balance des paiements). Pour l’Iran, la levée des sanctions devrait continuer d’être le principal moteur de l’économie au cours des prochaines années. La Jordanie, même si elle importe du pétrole (voir paragraphe ci-dessous), pourrait subir les effets négatifs de la chute des cours, suite au recul possible des subventions et des transferts de fonds en provenance des pays du CCG. Ces prévisions anticipent également des effets positifs : la baisse du prix du pétrole est en effet une bonne nouvelle pour le Liban et la Jordanie, deux pays importateurs. Cela contribuera à améliorer la balance des paiements et la position budgétaire de ces pays (tout particulièrement le Liban, qui verra diminuer sa lourde facture au titre des subventions), et d’aider à doper le revenu disponible net des consommateurs.

Pays du Maghreb. À l’exception des secteurs du pétrole et du gaz (Algérie et Libye), du tourisme et des transferts de fonds (Maroc et Tunisie), l’économie des quatre pays du Maghreb reste insuffisamment intégrée au reste du monde. Ayant institué le contrôle des mouvements de capitaux auquel s’ajoute des opérations boursières peu développées, ces quatre pays sont relativement protégés des remous financiers mondiaux à court terme et de la contagion. Cependant, le ralentissement de l’activité économique en Chine et dans les autres pays émergents risque de contracter la demande mondiale et freiner dès lors les exportations de produits non pétroliers du Maghreb. Par ailleurs, la dépréciation de la monnaie chinoise et de celle des autres marchés émergents contribuera à renforcer la compétitivité de ces économies sur les marchés tiers, au détriment des produits du Maghreb. Enfin, si le ralentissement des marchés émergents continue de peser sur les prix du pétrole, cette situation aura des conséquences significatives, mais asymétriques, sur les pays du Maghreb importateurs et exportateurs de pétrole. La baisse des prix du pétrole continuera de profiter au Maroc et à la Tunisie : la réduction de la facture des importations améliorera leurs opérations courantes et la baisse du coût des subventions aux carburants aura une incidence positive sur leurs soldes budgétaires. Dans l’hypothèse d’une nouvelle baisse des prix du pétrole, les économies algérienne et libyenne subiraient des effets plus dévastateurs, la part du pétrole dans leurs exportations totales étant supérieure à 95 %, soit une proportion considérable de leurs recettes budgétaires.

Source : Banque mondiale.

Tableau 1.1 – Perspectives macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (%)					Solde budgétaire (% du PIB)					Solde courant (% du PIB)				
	2013	2014	2015e	2016p	2017p	2013	2014	2015e	2016p	2017p	2013	2014	2015e	2016p	2017p
Région MENA	2,2	2,8	2,8	4,4	4,6	1,8	-2,4	-9,2	-5,9	-4,5	9,0	4,6	-2,6	-1,3	0,1
Pays MENA en développement	0,7	1,4	2,2	5,7	6,0	-5,9	-6,6	-9,1	-5,8	-4,0	-2,4	-4,7	-7,7	-6,0	-4,1
Pays exportateurs de pétrole	2,1	2,9	2,6	4,5	4,6	5,4	-0,7	-9,8	-5,6	-3,9	14,5	8,5	-0,9	0,8	2,5
Pays du CCG	3,4	3,9	3,2	3,2	3,4	10,4	2,3	-9,4	-6,0	-5,1	21,7	15,1	3,3	4,1	5,1
Bahreïn	5,3	4,8	2,7	2,4	2,4	-4,3	-5,7	-9,9	-6,1	-6,2	7,8	5,3	-2,1	-0,7	-0,7
Koweït	0,8	0,1	1,2	2,5	2,7	34,2	17,2	7,2	7,6	8,6	41,2	31,9	12,9	13,8	14,0
Oman	3,9	4,1	3,7	3,2	3,5	3,2	-1,5	-12,9	-11,1	-10,1	9,2	2,4	-1,8	-9,6	-10,8
Qatar	6,3	6,2	6,6	6,8	5,9	14,3	9,6	1,4	-3,5	-4,1	30,7	25,9	10,1	5,2	5,3
Arabie saoudite	2,7	3,6	2,8	2,4	2,9	5,1	-3,9	-19,5	-12,6	-11,5	18,2	10,7	-0,9	2,4	4,3
Émirats arabes unis	4,3	4,6	3,0	3,1	3,3	10,4	5,0	-2,9	0,2	1,8	18,5	13,7	5,0	5,9	6,3
Pays en développement exportateurs de pétrole	-0,5	0,9	1,3	7,1	7,0	-3,1	-5,8	-10,3	-5,0	-1,9	2,3	-2,8	-8,4	-5,3	-2,2
Libye	-13,6	-24,0	2,9	34,8	16,6	-4,0	-43,3	-55,2	6,5	16,3	0,0	-49,9	-69,3	-18,9	-4,1
Yémen, Rép. du	4,8	-0,2	...	...	...	-6,9	-5,3	...	...	...	-2,9	-1,7	...	...	...
Algérie	2,8	4,3	2,8	3,9	4,0	-0,8	-5,9	-11,5	-9,4	-6,4	0,5	-4,2	-15,0	-13,8	-13,1
Iran, Rép. islamique d'	-1,9	4,3	1,7	6,1	6,8	-0,9	-1,2	-2,6	-1,5	-0,6	6,1	3,8	-0,3	0,8	1,6
Irak	8,4	-2,4	0,5	6,7	7,0	-5,9	-5,3	-16,2	-8,9	-2,8	1,3	-3,1	-7,3	-4,8	2,2
Syrie, Rép. arabe de	-20,6	-18,0	-15,8	10,1	10,4	-18,5	-22,3	-21,8	-17,3	-18,7	-14,7	-17,8	-12,7	-16,1	-10,4
Pays importateurs de pétrole	2,7	2,3	3,5	3,6	4,2	-8,9	-7,5	-7,9	-6,5	-5,9	-7,5	-6,8	-7,0	-6,6	-5,7
Égypte, Rép. arabe d'	2,1	2,2	4,2	4,6	4,9	-13,7	-12,8	-11,5	-10,5	-9,4	-2,3	-0,8	-3,7	-3,3	-2,7
Tunisie	2,3	2,3	0,8	2,8	3,7	-6,2	-4,1	-6,3	-4,1	-3,3	-8,3	-8,8	-8,4	-7,8	-6,9
Djibouti	5,0	6,0	6,5	7,0	7,1	-5,9	-12,0	-14,1	-12,5	-3,7	-23,3	-27,4	-27,7	-21,8	-13,4
Jordanie	2,8	3,1	2,5	3,7	4,0	-11,4	-9,1	-4,1	-2,8	-2,0	-10,3	-6,8	-7,1	-6,8	-6,3
Liban	0,9	2,0	2,0	2,5	2,5	-9,4	-6,6	-7,2	-7,0	-9,8	-26,6	-26,7	-21,2	-21,9	-20,2
Maroc	4,4	2,6	4,7	2,7	4,0	-5,6	-4,9	-4,6	-3,7	-3,0	-7,5	-5,9	-4,8	-4,5	-3,7
Cisjordanie et bande de Gaza (CBG)	2,7	-0,3	3,0	3,9	3,7	-12,6	-12,4	-11,8	-11,2	-10,6	-19,1	-10,9	-11,1	-12,0	-12,4

Source : Banque mondiale.

Inégalités, soulèvements et conflits dans le monde arabe

Introduction

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) pose une énigme. Elle évoluait progressivement vers le double objectif de la Banque mondiale de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée. Le pourcentage de personnes pauvres, qui était déjà relativement faible, baissait dans tous les pays, sauf le Yémen (figure 2.1, tableau 2.1 en annexe). Le revenu des 40 % les plus pauvres de la population, mesuré en dépenses par personne corrigées de la parité du pouvoir d'achat (PPA) de 2005, augmentait plus vite que la moyenne dans la plupart des économies arabes pour lesquelles des informations étaient disponibles (figure 2.1). Le ratio entre les dépenses des 40 % les plus pauvres et cette moyenne était supérieur à celui de toutes les régions, hormis l'Amérique latine et les Caraïbes (figure 2.1).

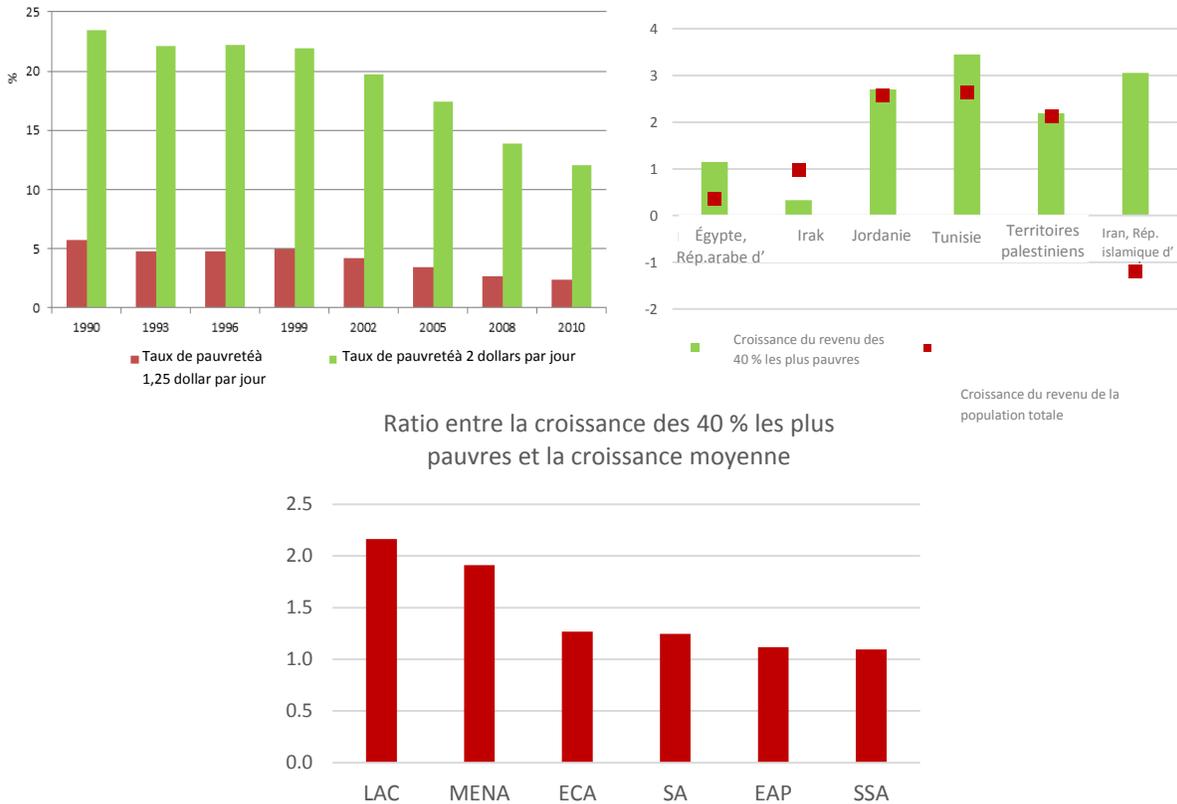
La région MENA a non seulement atteint les objectifs du Millénaire pour le développement en matière de réduction de la pauvreté et d'accès aux services d'infrastructure (en particulier les réseaux d'eau potable et d'assainissement et la connexion à l'internet), mais elle a également fait d'importants progrès vers la réduction de la famine, de la mortalité infantile et maternelle, et en direction de la scolarisation (Iqbal et Kindrebeogo, 2015). Selon les données probantes fournies par Hassine (2011), l'inégalité des chances a baissé dans certains pays. Enfin, les inégalités des dépenses, mesurées au moyen de l'indice de Gini, ne se sont pas creusées dans la plupart des économies de la région ces dernières années et restent à un niveau faible à modéré, selon les critères internationaux (figure 2.2, tableau 2.1 en annexe).

Pourtant, à partir de la fin de l'année 2010, des révolutions éclatent en Tunisie, en Égypte, au Yémen et en Libye, une rébellion se transforme en guerre civile prolongée en Syrie, et un mécontentement populaire se généralise dans de nombreux autres pays. Les événements du Printemps arabe ont pris le monde par surprise. Les indicateurs de développement standard n'ont pas réussi à prendre en compte ou à prévoir l'explosion de colère populaire pendant le printemps 2011. Quels facteurs pourraient expliquer ce mystère, ce que nous appelons l'« énigme des inégalités du monde arabe » ? Les inégalités économiques étaient-elles de beaucoup supérieures à ce que suggéraient les données sur les dépenses des ménages ? Ou bien les revendications étaient-elles liées à des facteurs autres que les inégalités économiques, comme la baisse de la qualité de vie générale, la montée de la corruption, l'absence de liberté, etc. ?

Des réponses à ces questions commencent à se dessiner à partir des dernières recherches sur les inégalités monétaires (Hassine, 2015 ; van der Weide et al. 2015a, 2015b ; Johannesen, 2015) et sur le bien-être subjectif dans la région MENA (Arampatzi et al., 2015), menées dans le cadre

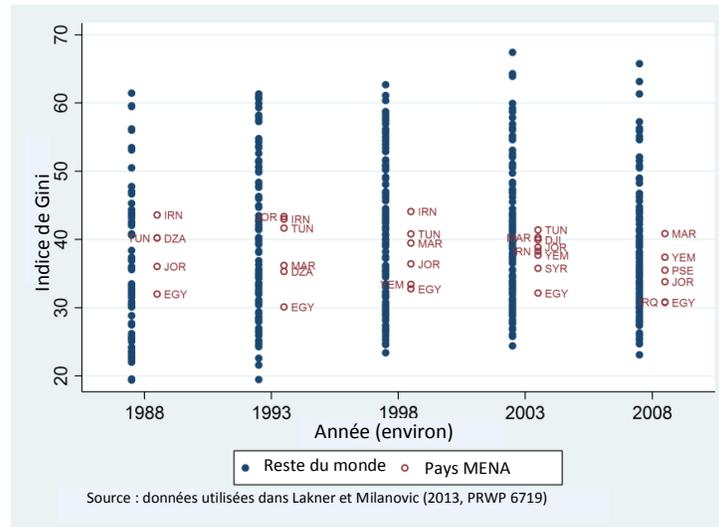
d'une étude exhaustive sur les inégalités économiques, les soulèvements et les conflits dans le monde arabe (Ianchovichina et al., 2015). La présente partie du Rapport de suivi économique de la région MENA récapitule les principales conclusions tirées de ces nouvelles recherches et propose une réponse possible à l'énigme des inégalités du monde arabe.

Figure 2.1 : Taux de pauvreté et hausse des dépenses des 40 % les plus pauvres



Source : données d'enquête sur les ménages et Banque mondiale, base de données mondiales sur la prospérité partagée.

Figure 2.2 : Inégalités dans le temps et dans le monde



Nous estimons que la prise en compte des distorsions par les indicateurs monétaires des inégalités, connus pour être imprécis, ne devraient pas inverser la tendance constatée dans les inégalités des dépenses, qui restent faibles et orientées à la baisse dans la région. Les disparités des richesses sont plus fortes, mais également plus difficiles à mesurer que les inégalités des dépenses ou de revenu. Comme nous le montrons plus bas, la concentration des richesses dans les sociétés cotées en bourse ne semble pas supérieure dans la région MENA à celle constatée partout ailleurs dans le monde, même si les plus grandes sociétés du monde arabe sont soit des entreprises privées soit des entreprises publiques. Les grandes sociétés sont également très peu nombreuses, la plupart des entreprises restant informelles et de taille modeste (Schiffbauer et al. 2015).

Cependant, la population se sentait prisonnière de ce monde, et la classe moyenne en particulier nourrissait un sentiment de frustration. Les mesures du bien-être subjectif et les facteurs de satisfaction de vie corroborent cette constatation. Ils montrent une dégradation brutale des scores de satisfaction de vie à la veille du Printemps arabe, chez la classe moyenne notamment. Ces reculs traduisent le ressenti de la population à l'égard de la baisse de son niveau de vie : le manque d'emplois dans le secteur formel, la dégradation de la qualité des prestations publiques et l'absence d'obligation de rendre des comptes. Les gens ordinaires se sentaient frustrés de ne pas pouvoir profiter de la prospérité créée par la poignée de grandes entreprises arabes florissantes, alors qu'ils luttèrent pour s'en sortir au prix de gros efforts. Le système généralisé des subventions qui ne pouvait plus compenser toutes ces difficultés était le reflet d'une utilité marginale décroissante ; les subventions importaient moins pour le bien-être de la classe moyenne que pour celui des populations pauvres et vulnérables. Le contrat social de redistribution sans donner voix au chapitre a cessé de fonctionner. La classe moyenne en voulait

davantage : se faire entendre, avoir de véritables opportunités et tenir les pouvoirs publics comptables de leurs actions.

Si les inégalités monétaires ne peuvent expliquer le Printemps arabe, peuvent-elles cependant faire la lumière sur ses conséquences ? Depuis 2011, des guerres civiles ont éclaté dans quatre pays, on assiste à une recrudescence des attentats terroristes, et des groupes extrémistes violents comme Daesh ont pris le contrôle de pans entiers des territoires irakien et syrien. Bien plus que les inégalités économiques proprement dites, les inégalités entre les groupes (ethniques et/ou sectaires) et les liens que celles-ci ont avec les inégalités spatiales ont pu jouer un rôle dans l'incidence croissante des conflits et la radicalisation que connaît la région MENA.

Les inégalités économiques sont-elles fortes dans les pays arabes ?

Les soulèvements du Printemps arabe ont placé les questions d'équité et d'intégration au centre de l'attention du public. Le cas de l'Égypte, notamment, a suscité un intérêt considérable, les inégalités de revenu étant citées comme l'un des facteurs à l'origine de la révolution égyptienne (Hlasny et Verme, 2013 ; Nimeh, 2013 ; Ncube et Anyanwu, 2012 ; Osborn, 2011). L'idée selon laquelle les inégalités de revenu sont liées à la violence politique et aux révolutions n'est pas nouvelle. Elle remonte à plusieurs siècles, lorsque les philosophes sociaux se demandaient si les inégalités économiques n'étaient pas une cause fondamentale de troubles civils (Muller, 1985). Il est admis aujourd'hui que l'existence de profondes inégalités entre les revenus n'est pas une situation favorable au consensus social et à la stabilité politique ; elle peut nuire à l'investissement, à la croissance durable et aux progrès dans le domaine du développement humain (Ostry et al., 2014). Il est aussi admis que la tolérance à l'égard des inégalités de revenu varie selon le temps et les pays (Hirschman et Rothschild, 1973).

Mesurer les inégalités économiques est une tâche difficile, en particulier dans les pays en développement, où on ne dispose généralement pas d'informations administratives exhaustives sur les revenus et la richesse. Les indicateurs d'inégalité reposent le plus souvent sur des enquêtes menées auprès des ménages, qui souffrent de plusieurs insuffisances bien connues. Hormis la difficulté de se rappeler avec précision les informations sur les revenus et la richesse, les personnes interrogées peuvent sous-déclarer les dépenses ou délibérément passer sous silence les revenus et la richesse résultant d'activités illégales ou informelles. Par ailleurs, ces enquêtes incluent le plus souvent peu de personnes au sommet de la répartition des revenus, alors qu'il est essentiel de recueillir des informations sur le « un pour cent le plus riche de la population » pour établir une estimation des inégalités (Alvaredo, 2011). Dans la région MENA, ces difficultés sont aggravées par l'accès limité aux enquêtes auprès des ménages.

On ne peut dès lors pas s'étonner du peu d'études axées sur les inégalités économiques dans le monde arabe à ce jour. Le manque d'accès aux enquêtes auprès des ménages et de comparabilité de celles-ci limite l'analyse transnationale des inégalités des dépenses dans la région. Dans un

récent article, Hassine (2015) comble cette lacune et propose une comparaison fouillée des inégalités des dépenses parmi 11 économies de la région. Pour ce faire, il a recours à des micro-données harmonisées issues de 18 enquêtes auprès des ménages et de trois agrégats des dépenses de consommation différents, en tenant compte des variations temporelles et, dans certains cas, intranationales du coût de la vie.

Hassine (2015) confirme les niveaux relativement faibles d'inégalités des dépenses dans la région (figure 2.3), mais conclut que la prise en compte des différents éléments des dépenses des ménages a un effet sensible sur les indicateurs d'inégalité fondés sur l'indice de Gini. L'indice de Gini reposant sur les dépenses alimentaires et non alimentaires est en moyenne supérieur de 4,2 points à celui reposant exclusivement sur les dépenses alimentaires ; la prise en compte des dépenses en biens de consommation durables et des dépenses de logement fait progresser l'indice de Gini d'environ 0,5 point.

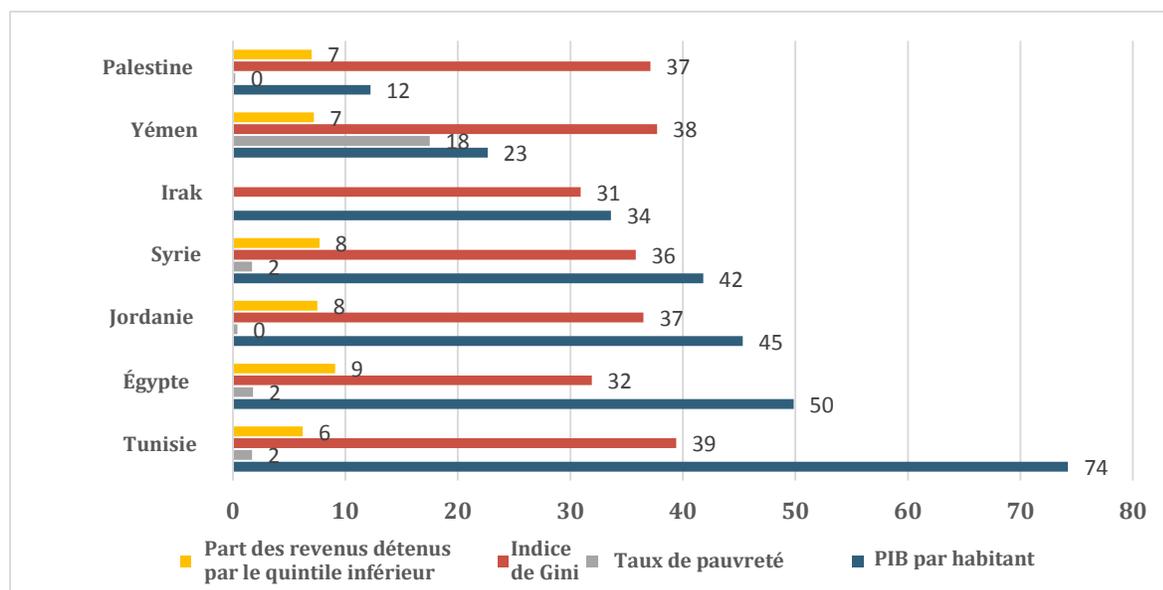
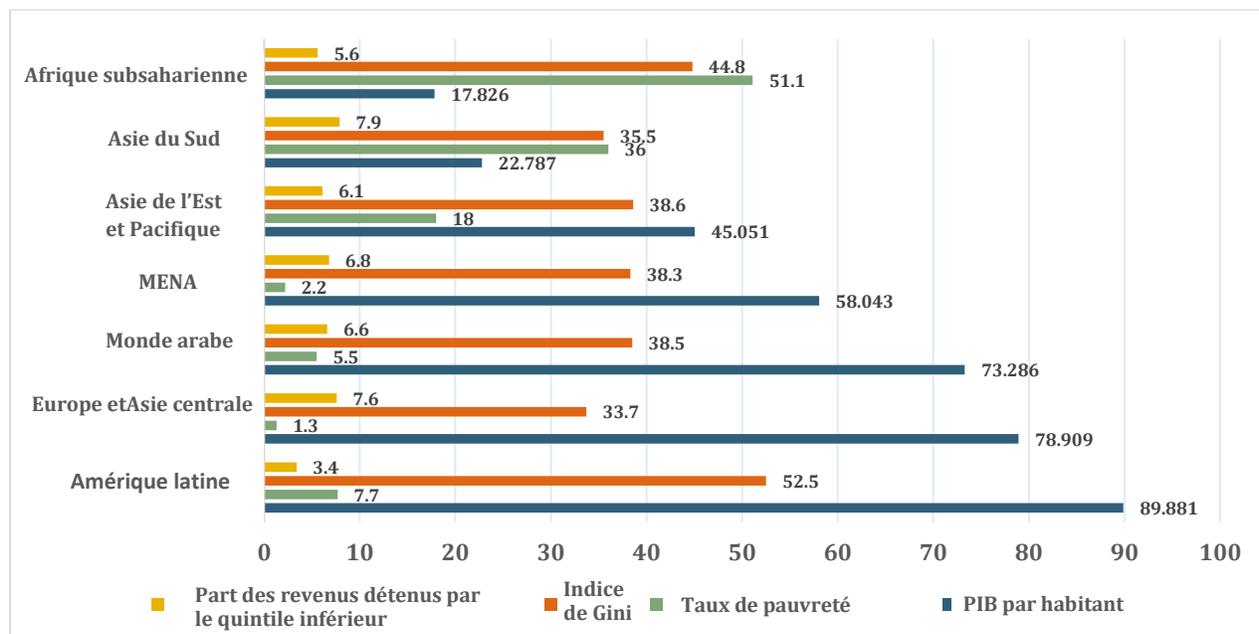
Une image diversifiée des inégalités des dépenses dans la région MENA ressort de l'analyse proposée par Hassine (2015). Aucune tendance claire ne se dégage de l'évolution des inégalités, ni au fil du temps ni par rapport au bien-être moyen. Dans le temps, les inégalités des dépenses totales se sont comblées en Égypte, en Jordanie et en Tunisie et se sont creusées en Syrie, dans les Territoires palestiniens, à Djibouti et au Yémen ; cependant, l'indice de Gini est resté modéré dans l'ensemble de la région, avec une moyenne de 0,385 (figure 2.3).

Il semble par ailleurs qu'il n'y ait pas de lien entre les inégalités des dépenses et les dépenses moyennes par personne, ou le bien-être moyen. Les inégalités des dépenses tout comme les dépenses moyennes par personne ont augmenté en Syrie et dans les Territoires palestiniens, et diminué en Égypte. Alors qu'une amélioration du bien-être accompagnée d'un recul des inégalités apparaît en Jordanie et en Tunisie, on observe le contraire au Yémen et à Djibouti (figure 2.4). Il s'en suit que ce sont à Djibouti et au Yémen que la faiblesse des revenus et les fortes inégalités se sont accentuées. Si la croissance était mieux partagée en Jordanie et en Tunisie, elle ne l'était ni en Syrie ni dans les Territoires palestiniens. Les dépenses se sont contractées en termes réels en Égypte, le plus gros impact frappant les plus hauts revenus cependant.

Se fonder sur les données des dépenses issues des enquêtes auprès des ménages pour mesurer l'ampleur des inégalités économiques et la prospérité partagée comporte cependant des écueils bien connus. Les inégalités des dépenses peuvent être sous-estimées du fait de la tendance à sous-représenter la tranche supérieure de la distribution (Atkinson et al., 2011). Cela explique que les experts ont recours aux données administratives, les dossiers fiscaux le plus souvent, pour estimer les revenus des très riches, et obtenir ainsi une représentation plus exacte de la « véritable » répartition des revenus. Cependant, la disponibilité de données issues des dossiers de l'administration fiscale reste limitée (Alvaredo et Piketty, 2014), en particulier dans les pays

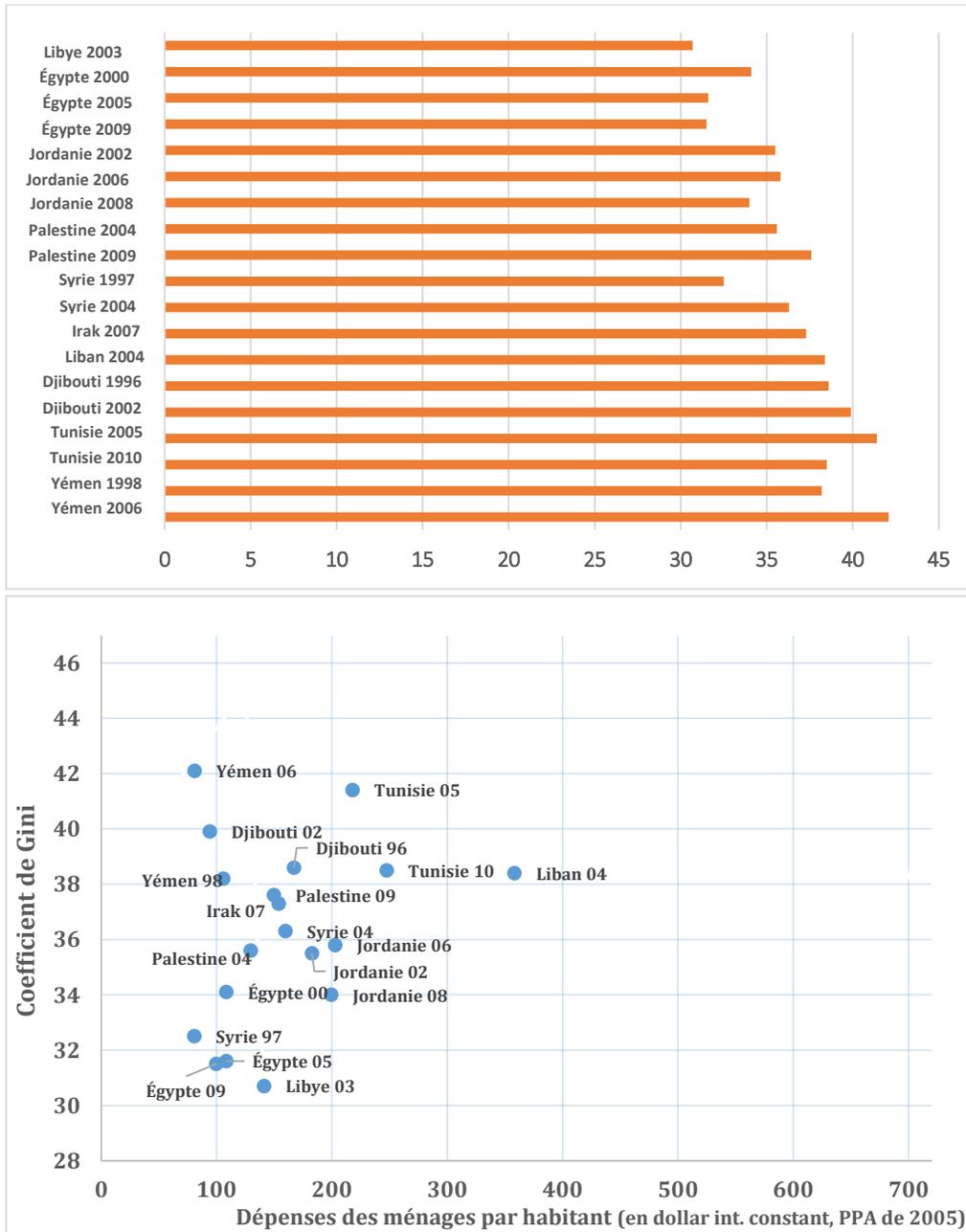
de la région MENA. Aucun pays de cette région ne figure dans la base de données sur les revenus élevés dans le monde (Alvaredo et al., 2015). Par ailleurs, les données issues des registres fiscaux perdent leur utilité lorsque l'évasion fiscale se généralise, ce qui est particulièrement pertinent dans le cas des pays en développement, y compris certaines économies arabes.

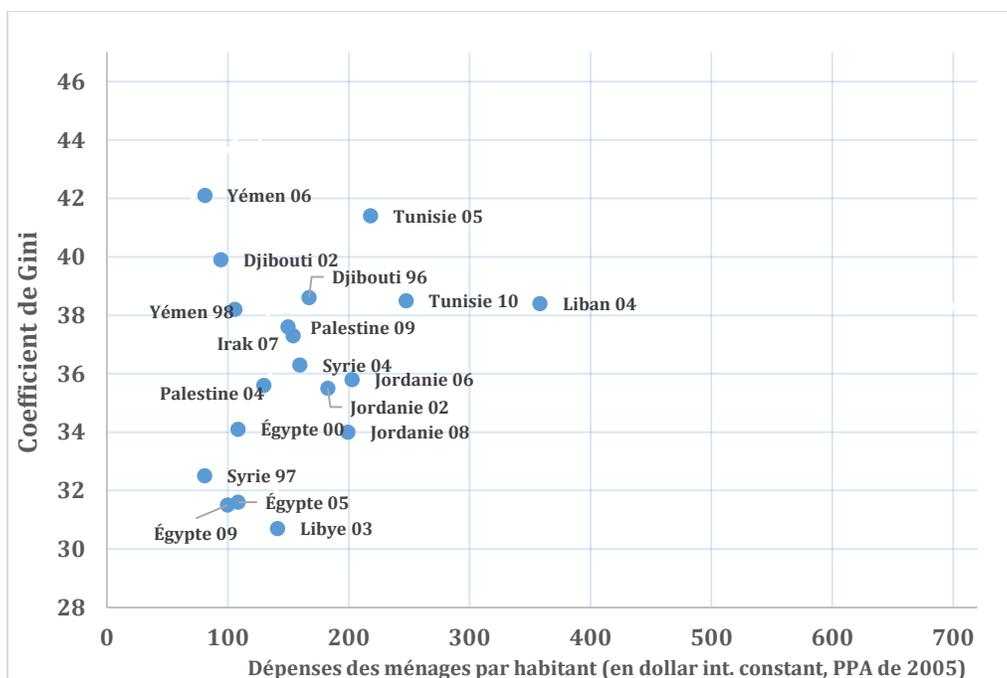
Figure 2.3 : Contexte du développement dans la région arabe



Note : PIB en 100 dollars internationaux, PPA de 2005. Seuil de pauvreté fixé à 1,25 dollar par personne et par jour. Source : Hassine (2015), utilisant les bases de données de la Banque mondiale : Indicateurs du développement dans le monde (2013) et PovCal.

Figure 2.4 : Comparaison de l'inégalité des dépenses dans la région MENA





Source : Hassine (2015). Les dépenses totales par habitant comprennent les dépenses de nourriture, de produits non alimentaires, de logement et de biens de consommation durables.

En l'absence de données fiscales, Hlasny et Verme (2013) corrigent les données sur la tranche supérieure de la distribution au moyen de la distribution de Pareto, souvent utilisée pour décrire la répartition de la richesse et des revenus dans une société¹, et concluent que les inégalités des dépenses en Égypte ne se creusent pas de manière substantielle. Cependant, le principe de Pareto est appliqué en tenant compte de l'enquête auprès des ménages dans laquelle une sous-estimation est faite de la tranche supérieure de la distribution. Van der Weide et al. (2015a) contournent ce problème en estimant la tranche supérieure de la distribution au moyen des données du marché sur les prix des logements en Égypte et en adoptant une démarche fondée sur l'imputation multiple^{2,3}. Avantages de cette démarche, les données du marché sur les prix des logements sont publiques et relativement faciles à obtenir au moyen de la technologie, il n'y a pas de tendance systématique à sous-déclarer la valeur des logements, contrairement aux données sur les revenus éventuellement sous-évaluées dans les déclarations de revenus, et ces données représentent correctement la tranche supérieure de la distribution, les informations sur les prix du marché étant applicables aux logements détenus par la population de la tranche supérieure. Van der Weide et al. (2015a) combinent ensuite la tranche supérieure de la distribution de consommation imputée avec la tranche inférieure de la distribution des dépenses

¹ La distribution de Pareto montre bien qu'une grande partie de la richesse d'une société est détenue par un faible pourcentage de personnes.

² Cette démarche est similaire à celle adoptée dans Doudich et al. (2014).

³ Les auteurs ont rassemblé un ensemble de données sur les prix de l'immobilier en extrayant des informations à partir de listes de logements à vendre ou à louer disponibles sur des sites Internet égyptiens.

obtenue à partir de l'enquête auprès des ménages⁴. Leurs résultats suggèrent que les différents indicateurs des inégalités urbaines en Égypte résistent aux corrections qui prennent en compte les plus hauts revenus manquants (tableau 2.1). Le coefficient de Gini évolue à peine, la mesure de l'écart logarithmique moyen (MLD) n'évolue que très légèrement et l'indice de Theil, comme on peut s'y attendre, est le plus sensible. De manière générale, cet axe de recherche indique que les inégalités des dépenses dans les pays de la région MENA ne sont probablement pas très supérieures à celles suggérées par les estimations actuelles.

Tableau 2.1 – Mesures des inégalités en milieu urbain en Égypte corrigées des plus hauts revenus manquants

	Enquête directe	Résultats corrigés des revenus manquants (pondération 1)	Résultats corrigés des revenus manquants (pondération 2)
Gini	33,7	33,7	33,6
Écart logarithmique moyen	18,7	19,5	19,4
Theil	21,9	26,2	26,3

Source : Van der Weide et al. (2015a).

Il n'en reste pas moins que les inégalités en termes de richesse peuvent être très supérieures et nuire à la cohésion sociale, et s'avérer cependant plus difficiles à détecter que les inégalités des dépenses. Il est plus complexe de mesurer la richesse que de calculer les revenus, les données sur la richesse étant rares, dans les pays en développement de la région MENA notamment. Pour se faire une idée de la concentration de la richesse au sommet de l'échelle des revenus, il est indispensable de combiner différentes sources d'informations. Même si chacune n'est pas nécessairement parfaite, elles donnent ensemble une image de la concentration et des disparités de la richesse.

Une façon d'évaluer le degré de concentration de la richesse dans les pays de la région MENA et de le comparer à celui des autres pays est de recourir aux données Forbes sur la richesse nette détenue par les milliardaires⁵. Selon ces données, la richesse est moins concentrée entre les mains des milliardaires dans la plupart des pays de la région MENA que dans les autres pays ayant un niveau de développement comparable (figure 2.5)⁶. Il est certain que ces données traduisent avant tout la richesse des sociétés cotées en bourse, ce qui est le cas de très peu de sociétés de la région (OCDE, 2009). La vingtaine de sociétés les plus grandes des États du Golfe, d'Égypte, du

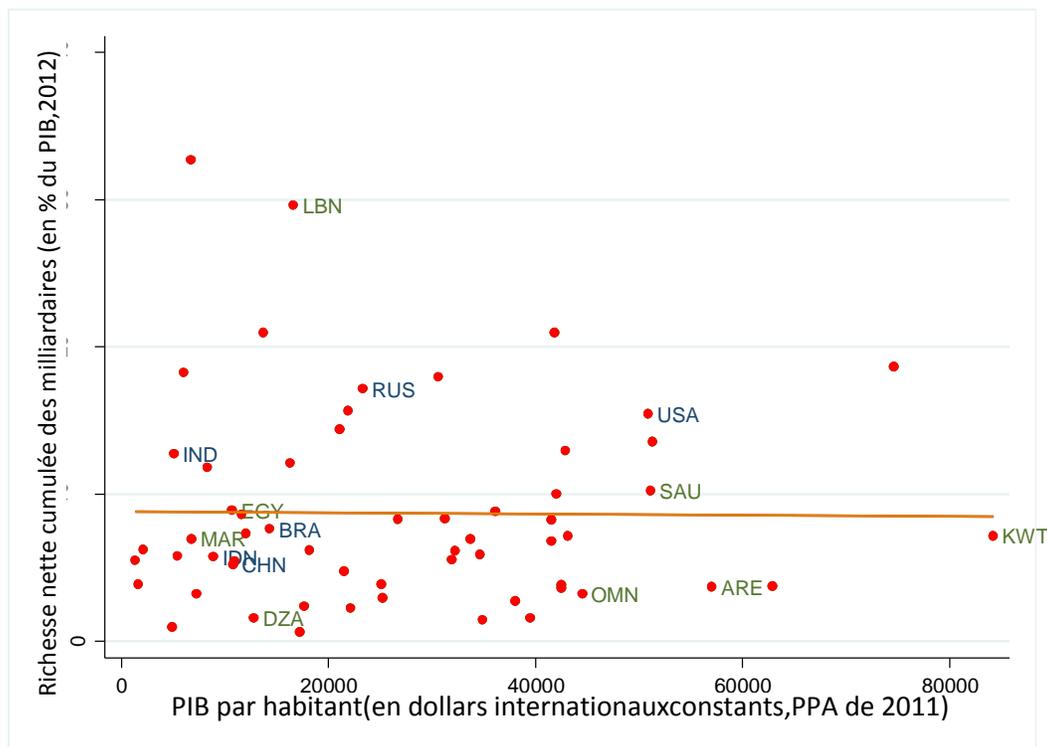
⁴ Les auteurs suivent la méthode adoptée dans Alvaredo (2011) et Diaz-Bazab (2014).

⁵ Liste régulièrement actualisée et disponible à <http://www.forbes.com/billionaires/list/>.

⁶ Cependant, la concentration de la richesse augmente dans certains pays de la région MENA lorsqu'on inclut la richesse détenue par les chefs d'État en exercice ou anciens chefs d'État.

Liban et du Maroc ne sont cotées en bourse ni dans les pays concernés ni à l'étranger. Il s'agit au contraire, soit d'entreprises à capitaux privés détenues par de riches familles, soit d'entreprises d'État. En un mot, les gens ordinaires sont exclus de la prospérité créée par les entreprises les plus florissantes des pays arabes. Il est également difficile d'identifier les milliardaires de la région et de suivre l'évolution de leur richesse.

Figure 2.5 : Richesse concentrée entre les mains de milliardaires



Source : Ianchovichina et al. (2015), d'après la base de données Forbes sur les milliardaires et les données de la Banque mondiale sur le PIB.

Une autre façon de mesurer l'ampleur des inégalités économiques consiste à établir une estimation du montant de la richesse cachée dans les paradis fiscaux, que l'on peut trouver dans un ensemble de données de la Banque des règlements internationaux (BRI) sur les dépôts bancaires internationaux⁷. Deux raisons au moins expliquent que les paradis fiscaux retiennent l'attention. Tout d'abord, les paradis fiscaux offrent des avantages aux personnes qui désirent dissimuler leur fortune, notamment le secret bancaire et les dispositifs juridiques qui tranchent pratiquement le lien entre les avoirs et leur propriétaire. Ces dispositifs seront probablement des plus attractifs pour les personnes qui désirent dissimuler une fortune éventuellement acquise par des moyens informels ou illégaux. Ensuite, les coûts fixes généralement associés aux comptes bancaires ouverts auprès des banques étrangères sont prohibitifs pour des personnes moins aisées. Les données sur les comptes bancaires ouverts dans les paradis fiscaux donnent un aperçu de la fortune cachée des plus riches, sous-représentés dans les enquêtes sur les ménages, même corrigées des observations manquantes au sommet de la distribution.

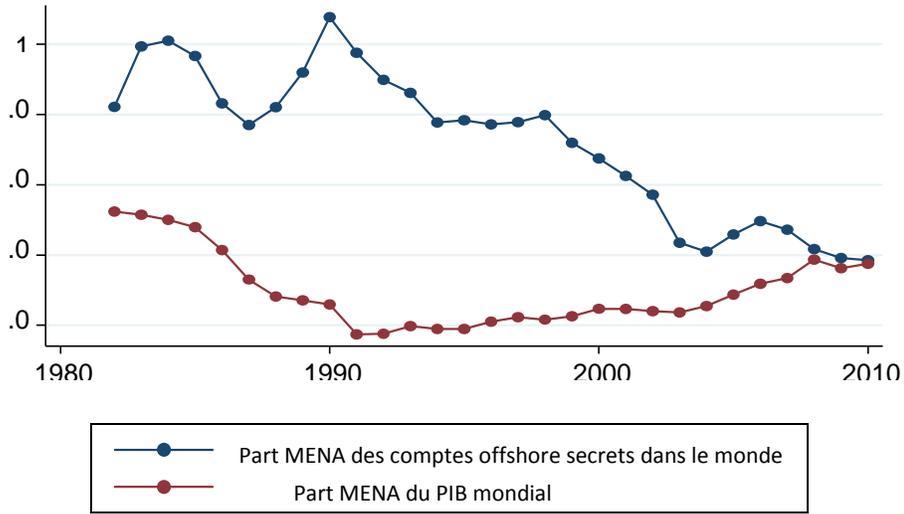
⁷ Ces données comprennent des informations sur les dépôts dans des banques étrangères dans 43 pays, représentant tous les grands centres financiers, y compris les paradis fiscaux, au niveau bilatéral.

Ces données restent cependant partielles. Elles n'englobent que les comptes bancaires, et excluent d'autres types de richesse dissimulée, tels que les obligations ou les actifs détenus par l'intermédiaire des comptes secrets. Selon Zucman (2013), les comptes bancaires représentent environ un quart de la richesse financière des personnes les plus riches du monde. Les données ne font pas la distinction entre les dépôts appartenant aux personnes physiques, aux entreprises et aux États, et attribuent les dépôts aux pays davantage en fonction du propriétaire apparent que du propriétaire ultime. Ainsi, si un résident tunisien possède une société au Panama, et que cette société possède à son tour un compte bancaire en Suisse, le compte appartiendra à un résident panaméen dans les statistiques de la BRI. Les propriétaires d'avoirs dissimulés utilisent fréquemment des sociétés, fiducies et autres dispositifs pour multiplier les couches de protection de leurs comptes secrets (FATF, 2011). Pour résoudre le problème, Johannesen (2015) propose d'exclure les dépôts enregistrés comme appartenant à des paradis fiscaux, ces dépôts relevant très probablement de structures fictives et non de véritables résidents propriétaires d'avoirs.

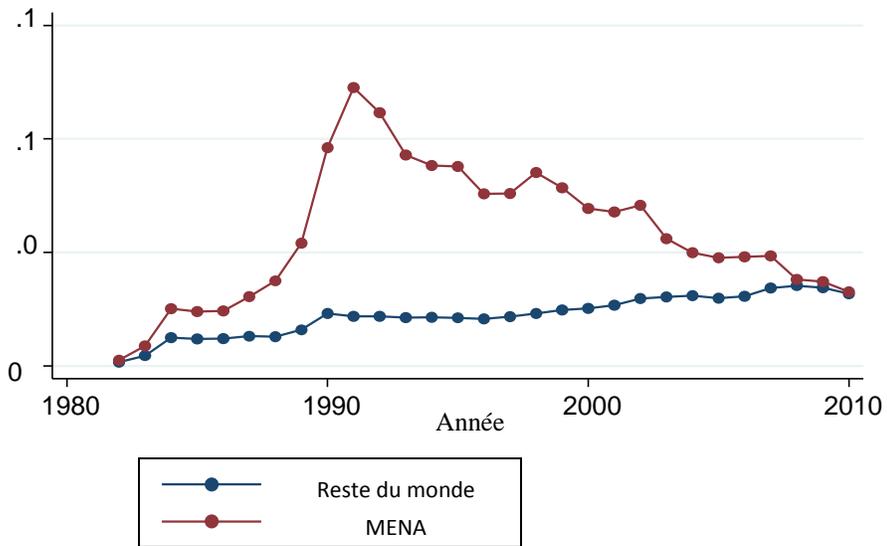
Johannesen (2015) se sert de ces données pour étudier la répartition des comptes bancaires des paradis fiscaux, par pays et au fil du temps, et conclut que la richesse cachée a toujours été beaucoup plus importante pour les pays de la région MENA que partout ailleurs, cet écart se comblant cependant rapidement ces dernières années (figure 2.6). Par ailleurs, il n'observe aucune corrélation entre la part des comptes secrets dans le PIB et le niveau des inégalités des dépenses dans les pays de la région MENA (tableau 2.2). Les inégalités en termes de richesse et les inégalités des dépenses seraient donc deux notions distinctes. Les dépôts dans les paradis fiscaux rendent compte d'une dimension de l'inégalité qui pourrait ne pas avoir de relation avec l'inégalité dont rendent compte les résultats d'enquête. Le montant des dépôts dans les paradis fiscaux sont très probablement un signe révélateur d'autres facteurs, tels que la corruption, l'évasion fiscale, le contrôle des mouvements de capitaux et le stade de développement du secteur financier national.

Figure 2.6 : Comptes secrets

MENA – Revenu et richesse cachée à l'étranger



Comptes offshore secrets en proportion du PIB



Source : Johannesen (2015)

Tableau 2.2 – Corrélation entre le ratio montant des dépôts dans les paradis fiscaux/PIB et le coefficient de Gini

	Tous les pays	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire	Pays à revenu élevé	MENA	Non MENA
Coefficient de Gini	0,000297 (0,000283)	0,000102 (0,000417)	0,000413 (0,000414)	0,00205* (0,00106)	-0,000723 (0,00674)	0,000398* (0,00024)
Constante	0,0115 (0,0113)	0,0153 (0,0165)	0,00617 (0,0172)	-0,035 (0,0351)	0,0721 (0,236)	0,00584 (0,00959)
Observations	113	38	58	18	7	106
R ²	0,010	0,002	0,017	0,189	0,002	0,026

Source : Johannesen (2015).

Pour récapituler, même si les mesures existantes des inégalités peuvent sous-estimer la véritable ampleur des inégalités économiques, l'erreur imputable à la présence d'une richesse dissimulée dans les paradis fiscaux s'est réduite au fil du temps et n'est probablement pas beaucoup plus importante dans les pays de la région MENA que dans le reste du monde. Par ailleurs, aucune donnée probante n'établit un lien entre les inégalités et la croissance dans la région MENA (van der Weide et al. 2015b)⁸.

Cette conclusion corrobore le profil des pays en développement de la région MENA comme étant des pays à faibles inégalités des dépenses et à forte redistribution⁹. Le modèle économique d'après l'indépendance suivi par les pays de la région MENA, caractérisé par une gestion étatique, a contribué à la réduction de la pauvreté et à l'équité. Pour autant, ce modèle est devenu de moins en moins soutenable au début des années 2000 (Devarajan et al., 2015). Les déséquilibres budgétaires se sont amplifiés, traduisant la croissance décevante des années 1980 et la hausse des dépenses de fonctionnement au titre des salaires du secteur public et des subventions aux dépenses alimentaires et d'énergie. Les fortes hausses du prix des matières premières dans les années 2000 et la croissance rapide de la demande intérieure ont alourdi le coût budgétaire des subventions et justifient la réforme des programmes de subventions (Devarajan et al, 2014). La plupart des gouvernements, cependant, ont continué à subventionner les dépenses alimentaires et d'énergie, les réformes étant souvent partielles ou abandonnées sous la pression du public¹⁰.

⁸ Van der Weide et al. (2015b) en font la démonstration au moyen de données de panel recueillies au niveau provincial, tirées d'enquêtes auprès des ménages en Égypte, en Jordanie, en Syrie, en Tunisie et au Yémen.

⁹ Benabou (2000) soutient qu'avec des marchés du crédit et de l'assurance imparfaits, certaines politiques redistributives peuvent améliorer le bien-être ex ante, et le soutien populaire pour la redistribution diminue avec les inégalités. Il peut donc y avoir plusieurs états stables : fortes inégalités se renforçant mutuellement et faible redistribution ou inégalités faibles et redistribution forte.

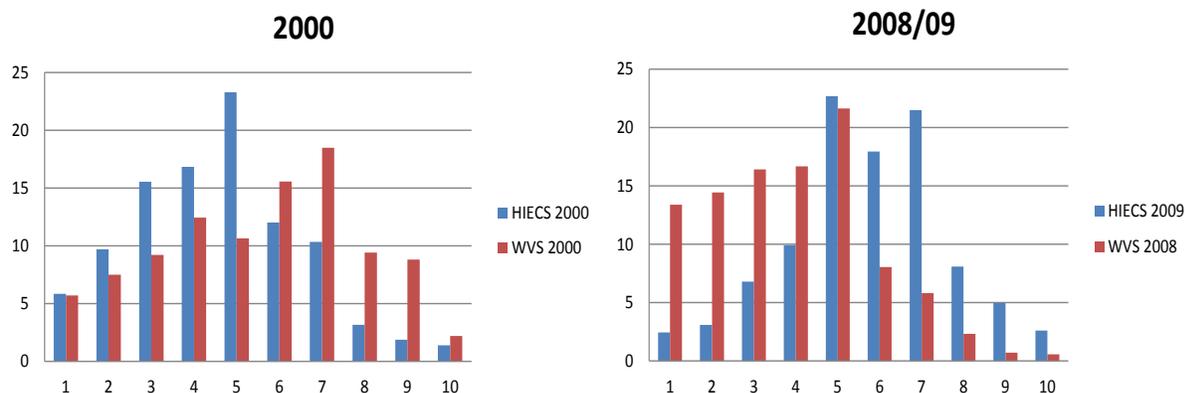
¹⁰ Voir, par exemple, Banque mondiale (2011a) et Banque mondiale (2011b).

Dans l'ensemble, les observations probantes qui se dégagent du corps de la recherche dans Ianchovichina et al. (2015) suggèrent que la présence d'inégalités des dépenses fortes et en hausse n'a pas contribué au déclenchement des événements du Printemps arabe. En revanche, les disparités entre les revenus, qui sont plus difficiles à mesurer, étaient probablement plus importantes et ont pu contribuer aux soulèvements. Les gens ordinaires étaient frustrés de ne pas pouvoir recevoir leur part de la prospérité créée par les grandes entreprises arabes, privées ou étatiques pour la plupart. La section suivante du rapport analyse les données sur la perception. Il en ressort que les inégalités de revenu ne faisaient pas partie des premières revendications exprimées avant le Printemps arabe. La classe moyenne évoquait davantage la baisse de son niveau de vie, liée à la pénurie d'emplois décentes, à des prestations publiques de qualité insatisfaisante et à l'absence d'obligation de rendre des comptes.

Perception plus négative du bien-être au lendemain du Printemps arabe

Les indicateurs des inégalités des dépenses et de la prospérité partagée mettent en évidence le bien-être des populations pauvres et vulnérables. Ils se révèlent d'une utilité limitée pour comprendre les facteurs à l'origine des soulèvements du Printemps arabe et de leurs répercussions. Le principal problème est que ces indicateurs ne rendent pas compte de nombreux facteurs importants pour le bien-être subjectif, tels que la qualité de la vie ou les attentes par rapport à l'avenir, ni des changements qu'il n'est pas encore possible de mesurer ou de bien mesurer au moyen de données objectives. Selon Verme (2014), des écarts significatifs entre les données objectives et les données d'opinion et entre la distribution des revenus perçue et la distribution effective se sont fait jour en Égypte entre 2000 et 2008. En 2000, la population se considérait plus riche qu'elle ne l'était. En 2008, c'était le contraire, alors que les données recueillies auprès des ménages indiquaient que les Égyptiens devenaient plus aisés (figure 2.7).

Figure 2.7 : Comparaison entre réalité et perception en Égypte (en pourcentage par décile)



Source : Verme (2014), d'après les données World Value Survey (WVS) et Household Survey (HIECS) pour l'Égypte.

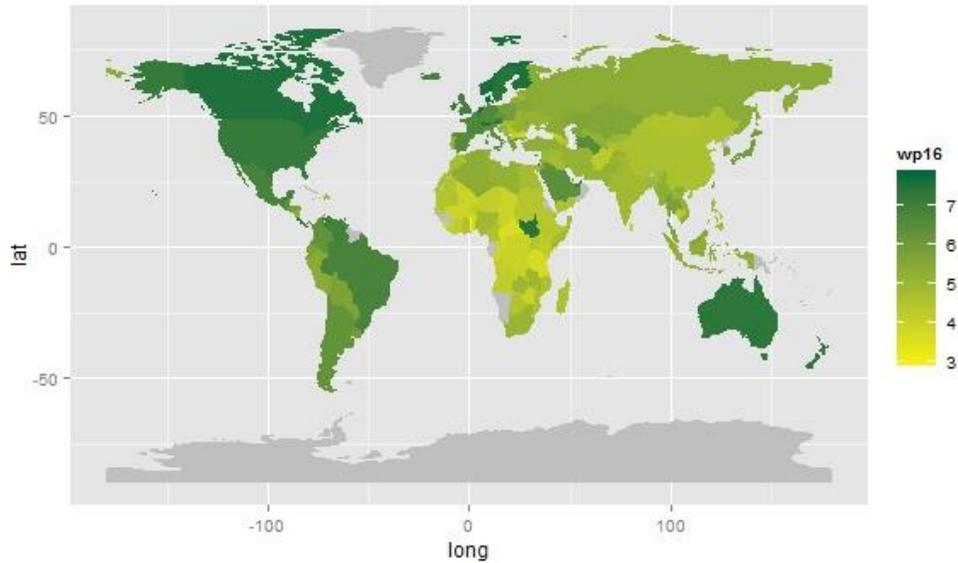
Les données traditionnelles sur les dépenses ne traduisent pas correctement de nombreux facteurs qui affectent la qualité de la vie ou le niveau de vie des populations et influent à leur tour sur leur satisfaction de vie. Certains de ces facteurs ont trait à la qualité des services étatiques, tels que la santé, l'éducation, les transports, la fourniture d'électricité et autres. D'autres concernent la qualité des emplois disponibles dans l'économie. La qualité de l'environnement, la qualité des institutions, la sécurité publique, l'équité du système judiciaire, la lutte contre la corruption et la stabilité économique et politique exercent également une grande influence sur la qualité de la vie des populations.

Les perspectives d'avenir jouent également un rôle dans l'appréciation de la qualité de la vie. Les attentes peuvent évoluer dans le temps, au fur et à mesure que les gens adaptent leur bien-être subjectif à « l'idéal » qu'ils se forgent pour leur vie personnelle (le « point de référence »), et en fonction, soit de changements intervenant dans des domaines importants pour leur bonheur (perception de la montée de la corruption par exemple), soit de l'importance de ces domaines pour leur bien-être personnel (la lutte contre la corruption prend par exemple de l'importance pour la qualité de la vie des populations).

Enfin, même si les indicateurs objectifs reflètent relativement bien les changements quantitatifs, ils peuvent ne pas donner un tableau complet des changements et des avancées économiques. Les statistiques sur le chômage, par exemple, peuvent s'améliorer tandis que davantage de personnes quittent la vie active. Les chiffres du chômage sont plus bas, mais cachent de graves problèmes économiques structurels qui forcent les individus à abandonner leur recherche active d'emploi.

Ianchovichina et al. (2015) procèdent donc à une analyse des mesures subjectives du bien-être dans le monde arabe. Les données sur la satisfaction de vie issues de sources diverses, y compris le sondage international de l'institut Gallup, montrent qu'immédiatement avant la montée du mécontentement social dans plusieurs pays en développement de la région MENA, le niveau de bien-être subjectif était bas et en chute libre. La satisfaction de vie, mesurée au moyen des scores de l'échelle de Cantril, indique dans quelle mesure les personnes interrogées estiment que leur vie correspond à la norme qu'elles se fixent d'une vie heureuse. Les scores moyens étaient relativement faibles dans les pays arabes (figure 2.8). Plus le score est élevé, plus une personne perçoit sa vie comme étant proche de sa vie idéale (représentée par le score maximal de 10).

Figure 2.8 : Satisfaction moyenne à l'égard de la vie par pays (2006-2012)



Source : Ianchovichina et al. (2015), d'après les données du sondage international de l'institut Gallup pour la question WP16 : « Imaginez une échelle à 10 barreaux. L'échelon le plus bas, le 0, représente la vie la pire pour vous, et l'échelon du haut la vie la meilleure possible pour vous. Sur quel échelon vous situez-vous en ce moment ? »

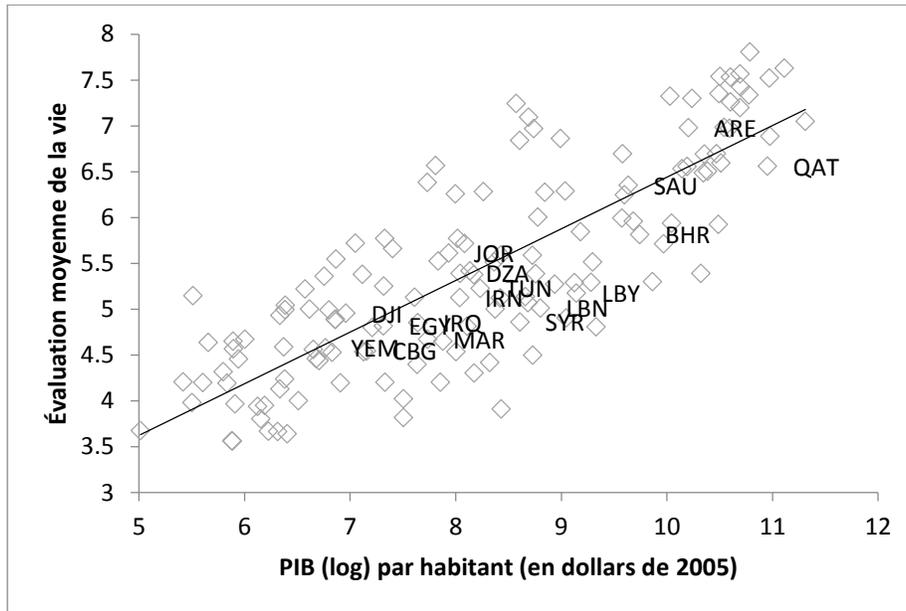
Les scores de l'échelle de Cantril sont un moyen idéal d'analyser les questions de prospérité partagée, dans les pays arabes en particulier, et ce pour plusieurs raisons. En s'appuyant sur des scores plutôt que sur des indices, qui reflètent l'opinion du concepteur des indices sur ce qui compte le plus¹¹, on donne aux personnes interrogées la possibilité de s'exprimer et on place l'évaluation qu'elles font de leur propre vie au premier plan. Les réponses englobent des facteurs monétaires et non monétaires qui influent sur le bien-être subjectif. Elles peuvent donc être intégrées dans les analyses visant à comprendre la valeur que les personnes interrogées attachent à un ensemble exhaustif de facteurs et de circonstances qui améliorent leur vie et contribuent à leur bonheur¹².

À la veille du Printemps arabe, de nombreux pays arabes apparaissaient comme des endroits où les populations étaient relativement peu heureuses. La satisfaction de vie dans la plupart de ces pays était inférieure à la moyenne des pays à un stade de développement comparable (figure 2.9). La satisfaction de vie moyenne était particulièrement faible en Syrie, dans les Territoires palestiniens, au Liban et en Libye. Le niveau de satisfaction était plus élevé dans les pays du CCG, même si dans leur cas également le niveau de bien-être était inférieur aux attentes, vu le niveau élevé du revenu par habitant dans ces pays (figure 2.9).

¹¹ Du fait de l'incertitude sur la mesure dans laquelle l'opinion des concepteurs d'indices compte, il est difficile de traiter un indice comme une mesure globale du bien-être ou d'apprécier la mesure dans laquelle les variations dans les composantes individuelles affectent les scores globaux.

¹² La constitution d'échantillons de population dans chaque pays permet d'établir des comparaisons entre les pays.

Figure 2.9 : Revenu moyen et bien-être subjectif par pays (2008-2011)



Source: Arampatzi et al. (2015), selon les données de l'institut Gallup et Banque mondiale. NB : l'échantillon regroupe 147 pays.

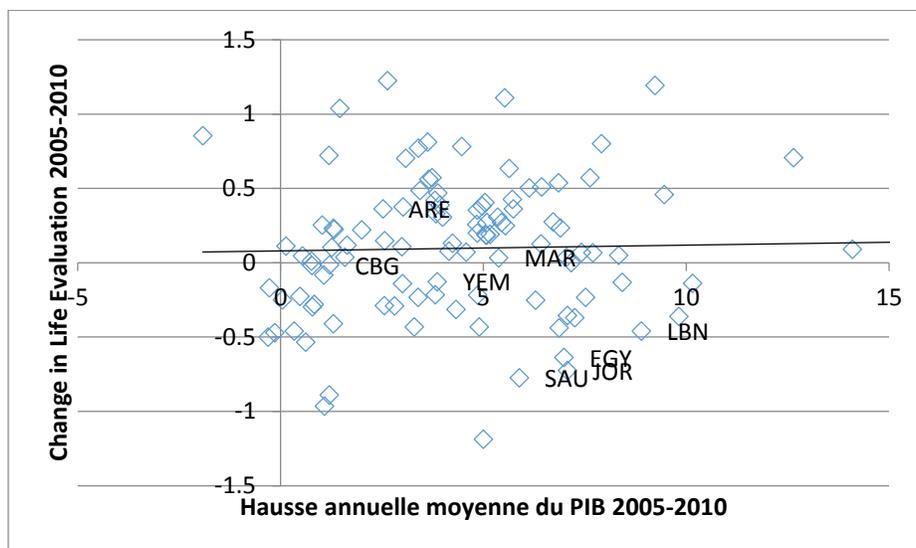
La satisfaction de vie était en baisse dans les années qui ont précédé les événements du Printemps arabe (figure 2.10). La période qui a suivi immédiatement la crise économique et financière mondiale de 2008 a été difficile pour la plupart des économies du monde. La crise a été à l'origine de contractions économiques et, bien souvent, de profondes récessions en 2009-2010. Elle a certes affecté la région MENA, mais dans une bien moindre mesure que les économies développées et les pays en développement des autres parties du monde (Banque mondiale, 2011a). Cependant, la reprise économique a été bien moins vigoureuse dans la région MENA que dans les pays ayant subi une brutale contraction de leur activité. Les mêmes facteurs qui avaient aidé les pays de la région MENA à éviter de graves récessions, à savoir, une fonction publique pléthorique et une intégration limitée à l'économie mondiale, pesaient sur la reprise de la croissance.

À la fin de la décennie, la région MENA était la seule au monde à connaître un fort recul du bien-être subjectif (figure 2.11), et ce recul était plus prononcé dans les pays du Printemps arabe (figure 2.11). En Égypte, par exemple, le niveau moyen de satisfaction de vie¹³ a baissé de 5,5 en 2007 à 4,4 en 2010, soit une chute brutale intervenant en dépit de l'amélioration des statistiques socioéconomiques et malgré l'augmentation du revenu par habitant (figure 2.10). Ainsi, à la fin

¹³ L'échelle va de 0 pour la vie la pire possible à 10 pour la vie la meilleure possible ou vie idéale.

des années 2010, les populations d'Égypte, d'Irak, de Syrie, de Tunisie et du Yémen étaient parmi les moins heureuses du monde (figure 2.8)¹⁴.

Figure 2.10 : Croissance économique et évolution du bien-être subjectif



Source : Arampatzi et al. (2015), d'après les données de la Banque mondiale et la Base de données mondiale sur le bonheur.

Arampatzi et al. (2015) appellent ce phénomène paradoxe du « développement mécontent ». En employant un modèle de satisfaction de vie sous forme réduite incorporant les perceptions qu'ont les personnes interrogées de leurs conditions sociales, de leurs caractéristiques personnelles et autres facteurs (s'étant révélé avoir une influence sur le bonheur), les auteurs évaluent l'importance relative de différentes explications sur le recul de la satisfaction de vie dans les pays en développement de la région MENA juste avant le Printemps arabe. Ils regroupent dans trois catégories les domaines sociaux ayant une influence sur la satisfaction de vie dans la région : le mécontentement par rapport au niveau de vie (ou à la qualité de la vie), le chômage et le « wasta » (ou l'incapacité d'améliorer son sort sans relations influentes) (figure 2.13). Les mêmes facteurs évoqués comme étant à l'origine des soulèvements du Printemps arabe (figure 2.14) semblent avoir influé de manière négative et significative sur la satisfaction de vie dans la région MENA durant la période ayant immédiatement précédé les soulèvements¹⁵.

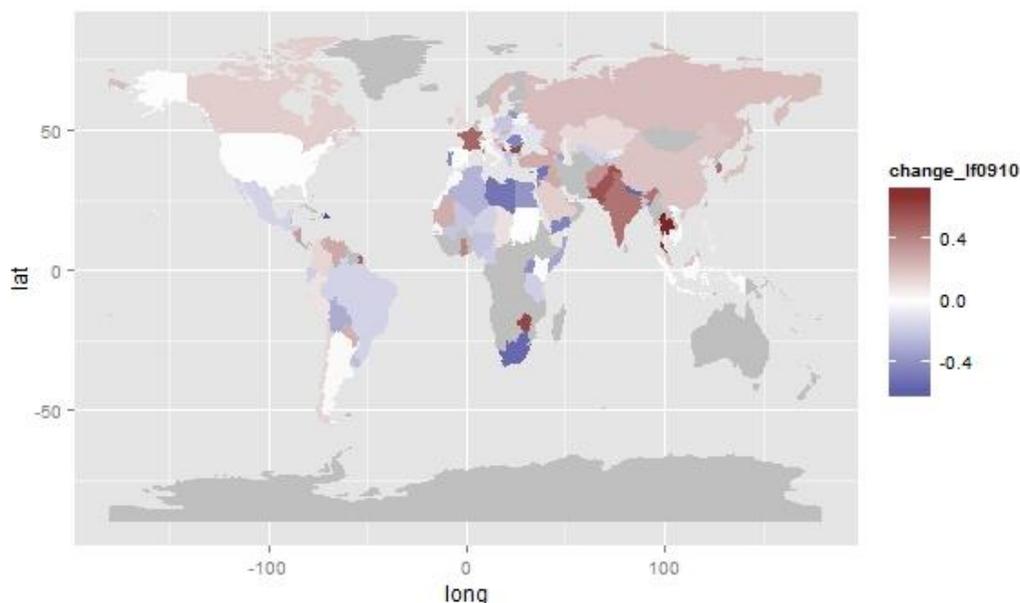
Ces résultats sont confirmés par des statistiques faisant état d'une montée du mécontentement vis-à-vis des services de l'État (figure 2.15) qui influencent la qualité de la vie dans les pays en développement de la région MENA de manière générale et dans les pays du Printemps arabe en particulier. Le pourcentage de personnes mécontentes de l'offre de logements abordables a

¹⁴ L'incidence de la dépression a été également forte dans la région MENA, selon Ferrari et al. (2013).

¹⁵ Par ailleurs, à la suite des études empiriques sur le bonheur, Arampatzi et al. (2015) observent que le revenu, le mariage et les enfants et les études avancées sont tous associés de manière positive et significative à la satisfaction de vie.

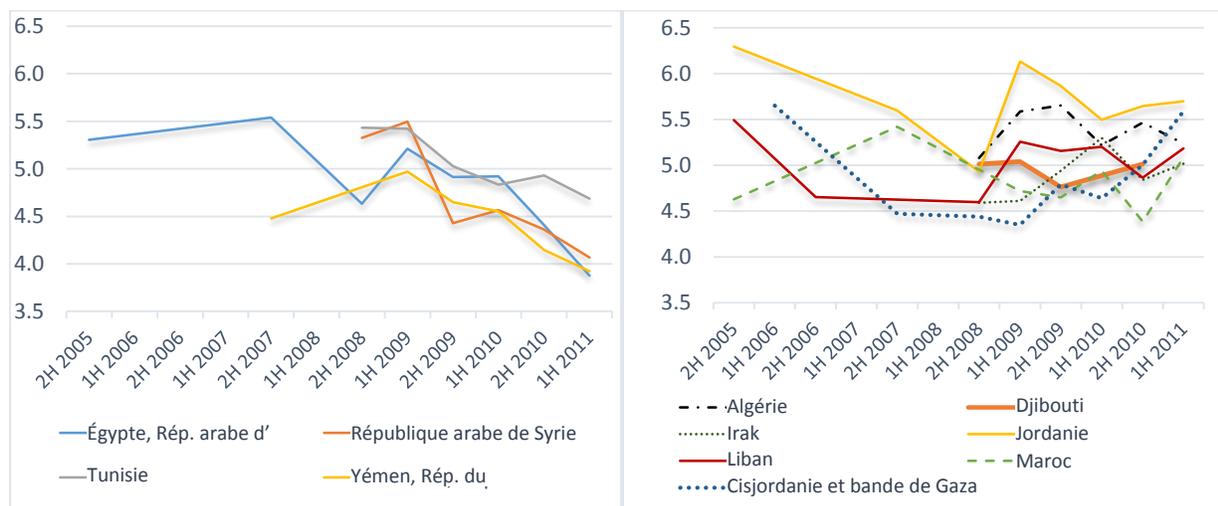
connu une hausse des plus spectaculaires, parallèlement à un accroissement de l'incidence de personnes insatisfaites des transports publics, de la qualité des soins de santé et de l'offre d'emplois décents. Dans les pays du Printemps arabe, la baisse du niveau de satisfaction de vie moyenne s'expliquait également en grande partie par la hausse du pourcentage de personnes mécontentes de leurs conditions de vie et de l'importance accrue accordée à la perception de la prévalence de la corruption comme facteur de satisfaction de vie dans ces pays.

Figure 2.11 : Évolution de la satisfaction à l'égard de la vie, 2009-10



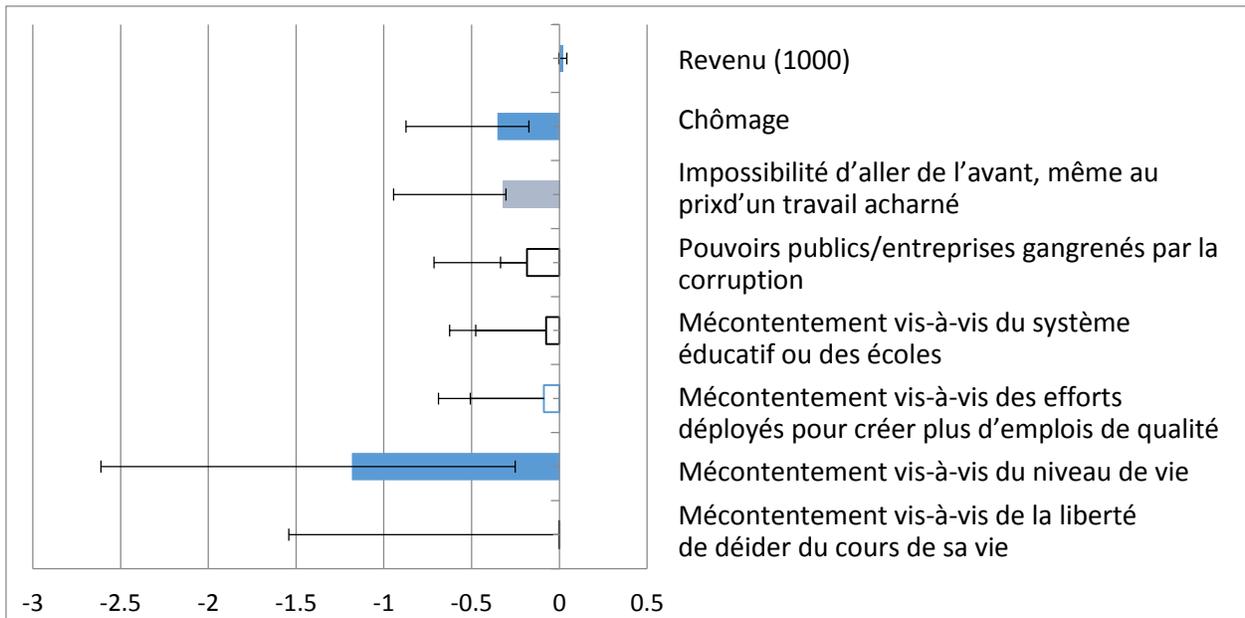
Source : Ianchovichina et al. (2015), selon les données du sondage international de l'institut Gallup.

Figure 2.12 : Évolution de la satisfaction à l'égard de la vie pendant la seconde moitié des années 2000



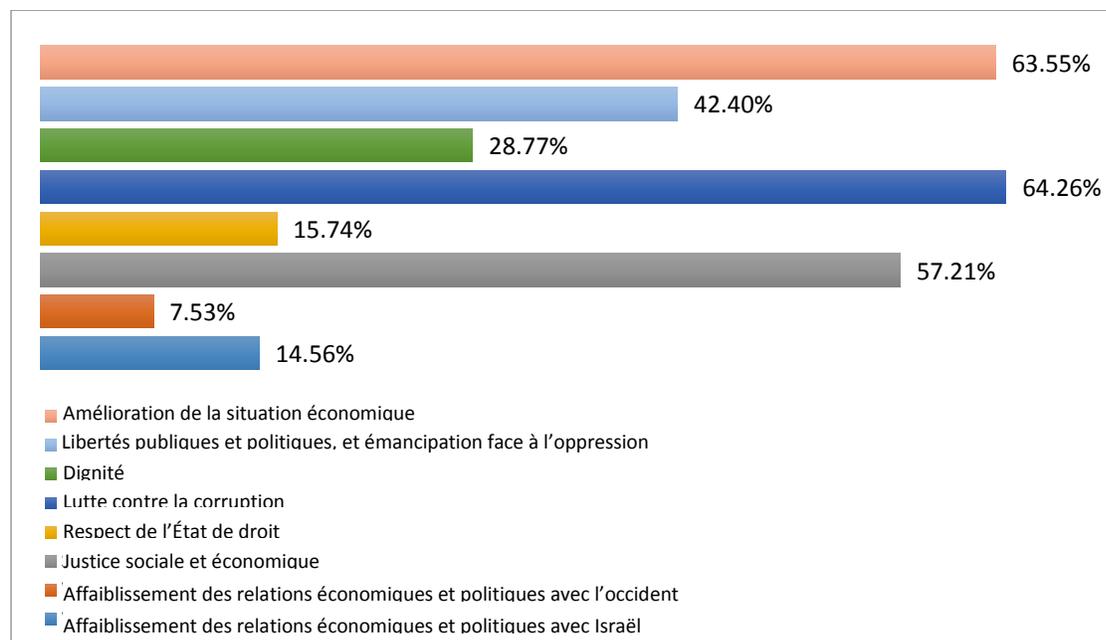
Source : données du sondage international de l'institut Gallup. NB : données insuffisantes pour la République Islamique d'Iran et pour la Libye.

Figure 2.13 : Influence de facteurs différents sur la satisfaction à l'égard de la vie dans le monde arabe



Source : Arampatzi et al. (2015). NB : les couleurs bleu foncé, bleu clair et blanc représentent respectivement un niveau de signification de 1 %, 5 % et nul.

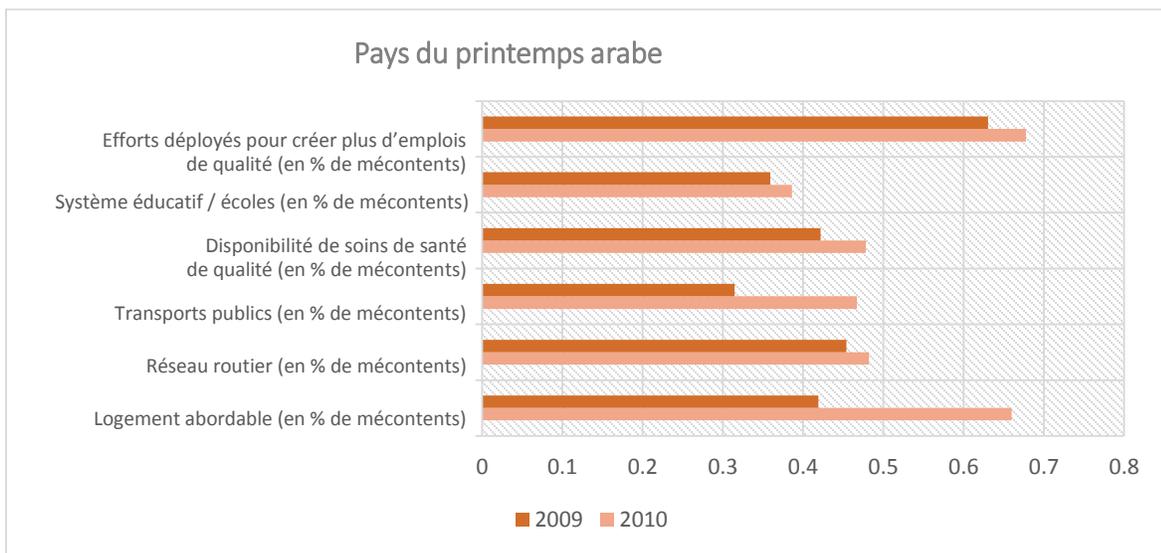
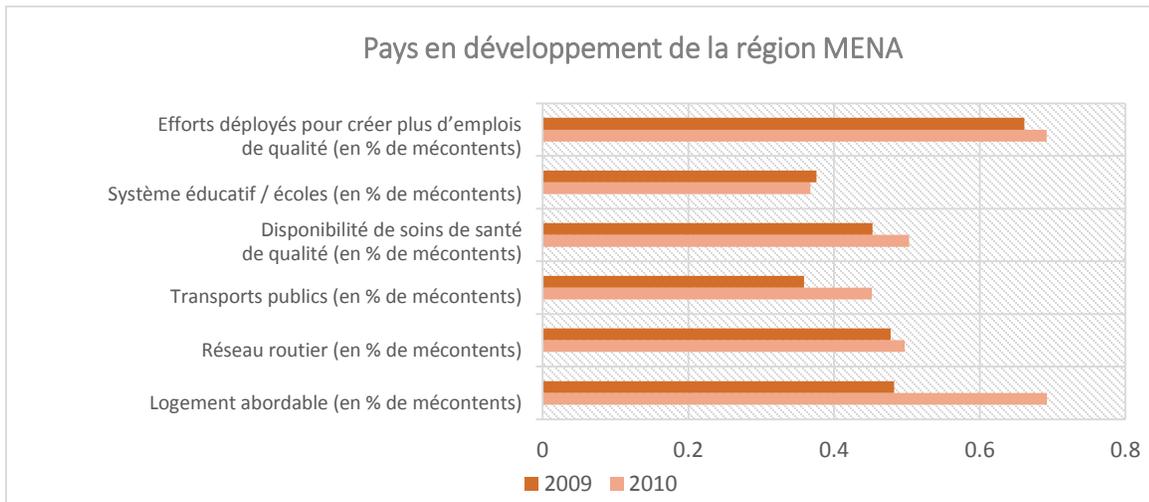
Figure 2.14 : Principales raisons à l'origine des soulèvements du Printemps arabe (en pourcentage des personnes interrogées à qui il a été demandé d'indiquer les trois raisons principales à l'origine du Printemps arabe)



Source : Baromètre arabe (2012-2014).

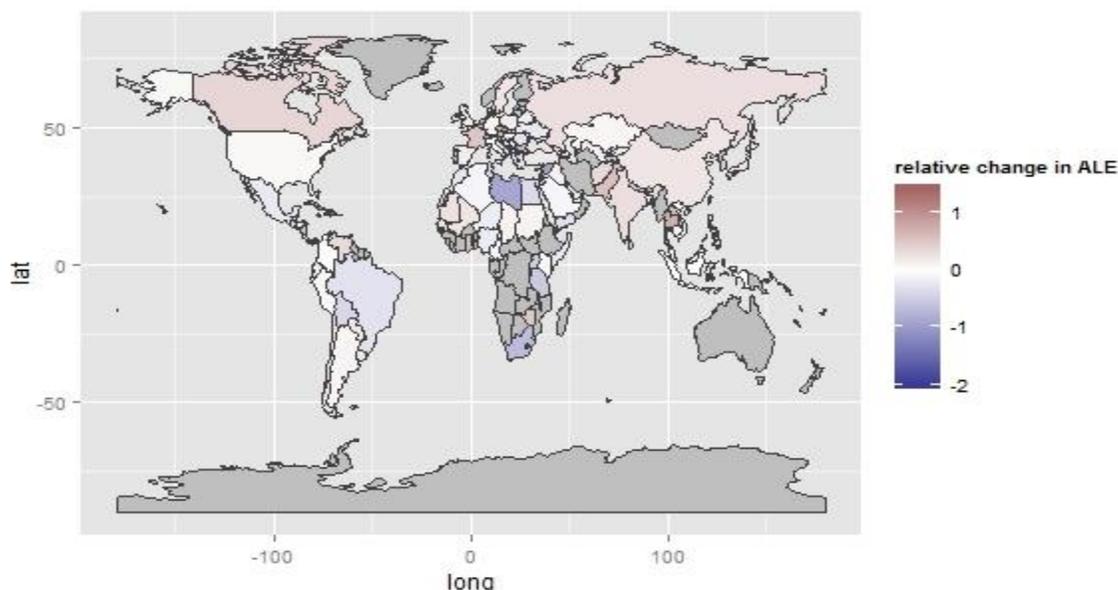
Largement partagées, ces revendications exprimaient les préoccupations des classes moyennes, et pas seulement des 40 % les plus pauvres de la population. Le mécontentement grandissait dans toutes les classes économiques, mais était plus prononcé pour les 60 % les mieux lotis de la population que pour les 40 % les plus pauvres (figure 2.16), dans les pays du Printemps arabe en particulier (Syrie, Libye, Tunisie, Égypte et Yémen). C'est dire que les événements du Printemps arabe semblent avoir été précipités par des préoccupations largement partagées qui pesaient sur le bien-être des classes moyennes.

Figure 2.15 : Mécontentement vis-à-vis des services de l'État (en pourcentage de mécontents)



Source : Arampatzi et al. (2015).

Figure 2.16 : Évolution de la satisfaction à l'égard de la vie des 60 % les mieux lotis par rapport aux 40 % les plus pauvres, 2009-2010



Source : Ianchovichina et al. (2015), d'après les données du sondage international de l'institut Gallup.

Revendications, divisions et répercussions

Une réponse possible à l'énigme des inégalités du monde arabe réside par conséquent dans le mécontentement généralisé des populations, celles appartenant à la tranche moyenne des 40 % notamment, quant à la qualité de leur vie. Arampatzi et al. (2015) estiment que cette revendication a été à l'origine de la forte baisse du niveau de satisfaction à l'égard de la vie dans nombre de pays en développement de la région MENA. La dégradation de la satisfaction de vie ne s'est pas traduite dans les données macroéconomiques objectives, dans les enquêtes auprès des ménages et plus généralement dans les indicateurs d'inégalité standard, mais était manifeste dans les données d'opinion issues des enquêtes sur les valeurs. On a pu observer une hausse sensible de l'incidence du mécontentement vis-à-vis de plusieurs domaines essentiels à la qualité de la vie, comme la qualité des services de l'État, la corruption et le clientélisme¹⁶.

Exprimé différemment, les bas niveaux de satisfaction de vie dans les pays en développement de la région MENA à la veille des soulèvements du Printemps arabe ne traduisaient ni le mécontentement vis-à-vis du niveau des inégalités de revenu ni la croissance du revenu des 40 % les plus pauvres. La pauvreté extrême était faible et le niveau des inégalités de revenu était modéré et en recul pendant les années 2000. Le mécontentement était davantage associé au

¹⁶ Voir Schiffbauer et al. (2015), Rijkers et al. (2014), et Diwan et al. (2013) pour des analyses des effets du clientélisme dans les pays arabes.

faible niveau de vie, à la prévalence de la corruption et à l'absence d'équité. La population du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord devait travailler plus longtemps dans le secteur informel¹⁷, faire face à des risques plus importants et payer davantage pour avoir accès à des soins de santé de qualité, à l'éducation, au logement, aux transports et aux autres services de base. Le sentiment selon lequel il était impossible d'avancer en dépit de ses efforts s'est généralisé. Les jeunes hommes ressentaient un fort sentiment de malaise face aux difficultés à surmonter pour trouver un emploi décent et fonder une famille.

Ces revendications étaient symptomatiques des profondes difficultés structurelles des économies arabes (Devarajan et al. 2015). Le modèle autoritaire de gouvernement, qui prévalait dans les pays en développement de la région MENA avant le Printemps arabe, reposait sur des pratiques répressives et un contrat social. Dans le cadre de ce contrat, parfois dénommé « contrat autoritaire » (*authoritarian bargain*) (Yousef, 2004), le pouvoir accordait certains avantages à la population, tels que la gratuité de l'éducation et de la santé, les subventions aux dépenses d'énergie et alimentaires, et la garantie d'un emploi public en échange d'un soutien politique. Les soulèvements du Printemps arabe ont mis à nu les insuffisances de ce modèle : déficit budgétaire et extérieur important et en hausse, faiblesse des institutions gangrenées par la corruption et forte incidence des comportements de « recherche de rente », limitant le développement du secteur privé. La mainmise des entreprises ayant des relations politiques sur des pans entiers de l'économie ralentissait la réforme, l'innovation et la création d'emplois. Les subventions aux dépenses d'énergie, non ciblées, bénéficiaient non seulement aux consommateurs, mais également aux entreprises, épuisant les ressources budgétaires de l'État et détournant la structure de l'économie en faveur des industries à forte intensité de capital. Conséquences, création insuffisante d'emplois de qualité dans les secteurs formels (privés et publics), et absence de fonds publics pour améliorer la qualité des services de l'État, des infrastructures physiques et de l'environnement. L'ancien contrat social avait cessé de fonctionner et la classe moyenne nourrissait un fort sentiment de frustration.

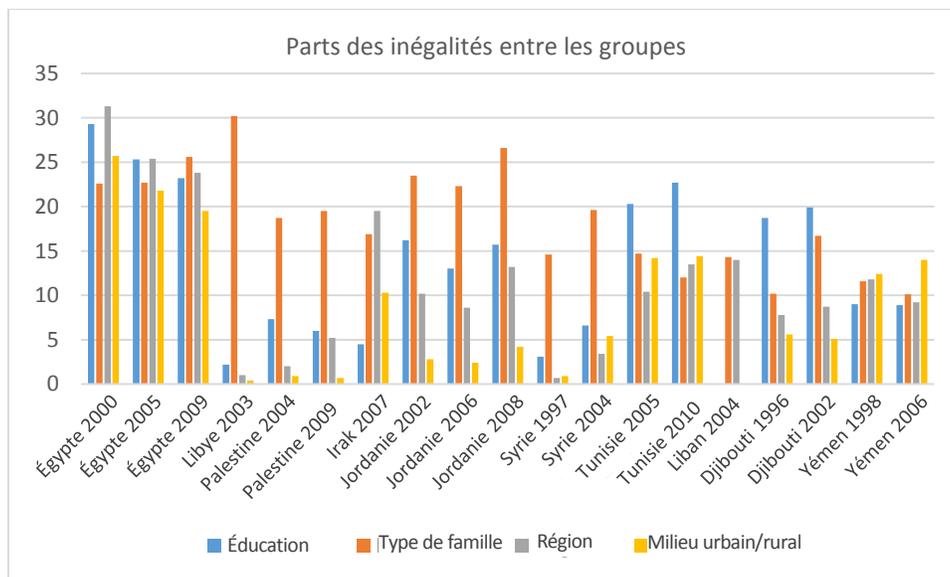
En 2011, les peuples arabes se sont exprimés haut et fort pour faire entendre des revendications essentielles à leur bien-être. Pourtant, les soulèvements du Printemps arabe n'ont pas débouché sur le changement espéré, et la situation s'est gravement détériorée dans plusieurs pays, alors que les soulèvements cédaient la place aux guerres civiles. À noter que nombre de facteurs à l'origine du malaise de la population avant le Printemps arabe existent encore. Les réformes économiques ayant été mises de côté pendant la période transitoire du Printemps arabe, les difficultés du passé persistent. Les guerres civiles en Syrie, en Irak, en Libye et au Yémen ont réduit à néant des avancées du développement de longue date, soumettant les populations à de

¹⁷ Voir Angel-Urdinola et al. (2011), pour une analyse approfondie des questions relatives au marché du travail et à l'informalité dans la région MENA ; voir aussi Banque mondiale (2014), pour une analyse de ces questions en Égypte.

grandes souffrances et de vastes déplacements, sur une échelle jamais vue depuis la deuxième guerre mondiale. Dans plusieurs pays, les services de l'État se sont effondrés et des groupes terroristes se sont emparés de pans entiers du territoire. La situation syrienne est la plus dramatique, avec des centaines de milliers de personnes tuées, handicapées et réduites à la pauvreté et des millions jetées hors de leur foyer, ce à quoi s'ajoute la destruction généralisée des infrastructures. La guerre syrienne et l'expansion de Daesh ont coûté à la région des pertes de production estimées à environ 35 milliards de dollars durant les trois ans qui ont suivi le milieu de l'année 2011 (Ianchovichina et Ivanic, 2014).

Les causes des guerres civiles qui sévissent dans la région MENA sont complexes et dépassent le cadre de la présente analyse économique et du bien-être. On peut cependant tirer des enseignements précieux des travaux en cours sur les inégalités dans le monde arabe. Si les inégalités des dépenses dans les pays arabes étaient faibles à modérées avant 2011, les disparités régionales et les disparités entre le monde rural et le monde urbain ont largement contribué aux inégalités en générale (Hassine, 2015). Les écarts régionaux étaient les plus significatifs en Égypte et en Irak (20 % ou plus des inégalités des dépenses), alors que l'écart entre le monde rural et le monde urbain contribuait le plus aux inégalités des dépenses en Égypte et en Tunisie. L'incidence des inégalités spatiales a baissé au fil du temps en Égypte, mais s'est accrue dans la plupart des pays en développement de la région, y compris la Syrie, la Tunisie, le Yémen et la Jordanie (figure 2.17). En Syrie, en dépit de la hausse globale du revenu moyen, les dépenses des ménages dans le nord du pays n'ont pas augmenté. De même, les populations du Centre-Ouest de la Tunisie, où ont commencé les révoltes arabes, ont vu leur revenu moyen progresser à peine dans le temps.

Figure 2.17 : Répartition de l'inégalité des dépenses par caractéristiques des ménages



Source : Hassine (2014).

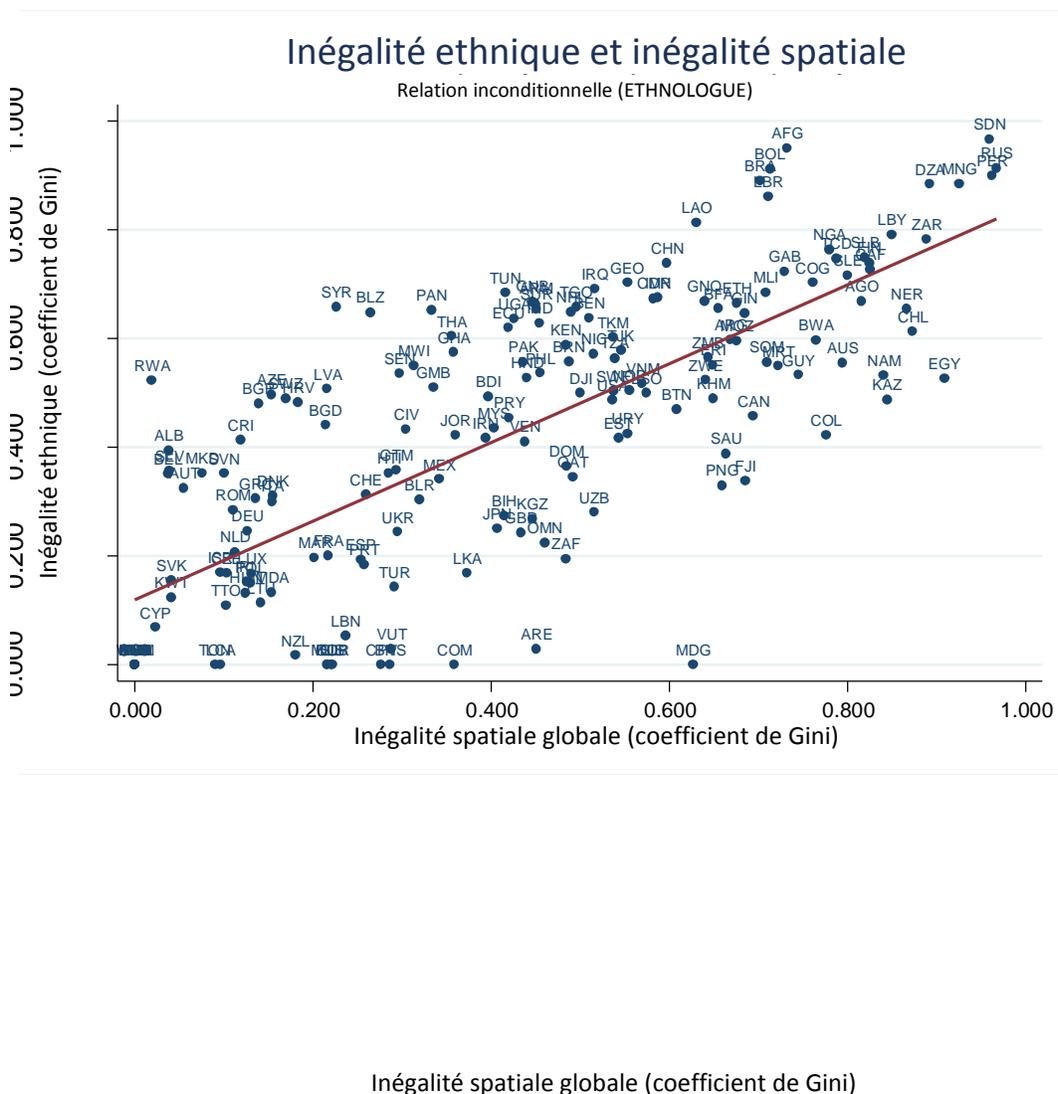
Comme le fait remarquer Lipton (1977), il est possible que des disparités régionales persistantes provoquent un conflit, notamment dans les pays à faible revenu. Sans en étudier le potentiel en termes de conflit, Kanbur et Venables (2005) soutiennent que les inégalités régionales tendent à s'aggraver et à se démultiplier. Plus récemment, Alesina et al. (2012) ont analysé les origines et les conséquences des inégalités interethniques dans plusieurs pays, en associant des images satellite de la luminosité nocturne aux territoires historiques de groupes ethnolinguistiques. Ces auteurs estiment que ce sont les inégalités ethniques, et non les inégalités spatiales proprement dites ou la fragmentation ethnique, qui ont un lien négatif et significatif avec le développement socioéconomique, même si les inégalités ethniques sont corrélées positivement aux inégalités spatiales (figure 2.18). Selon eux, les inégalités ethniques freinent le développement en étant sources de haine et de jalousie, en faisant obstacle à la mobilité sociale et en causant un sentiment d'injustice et, dans de nombreux cas, des conflits.

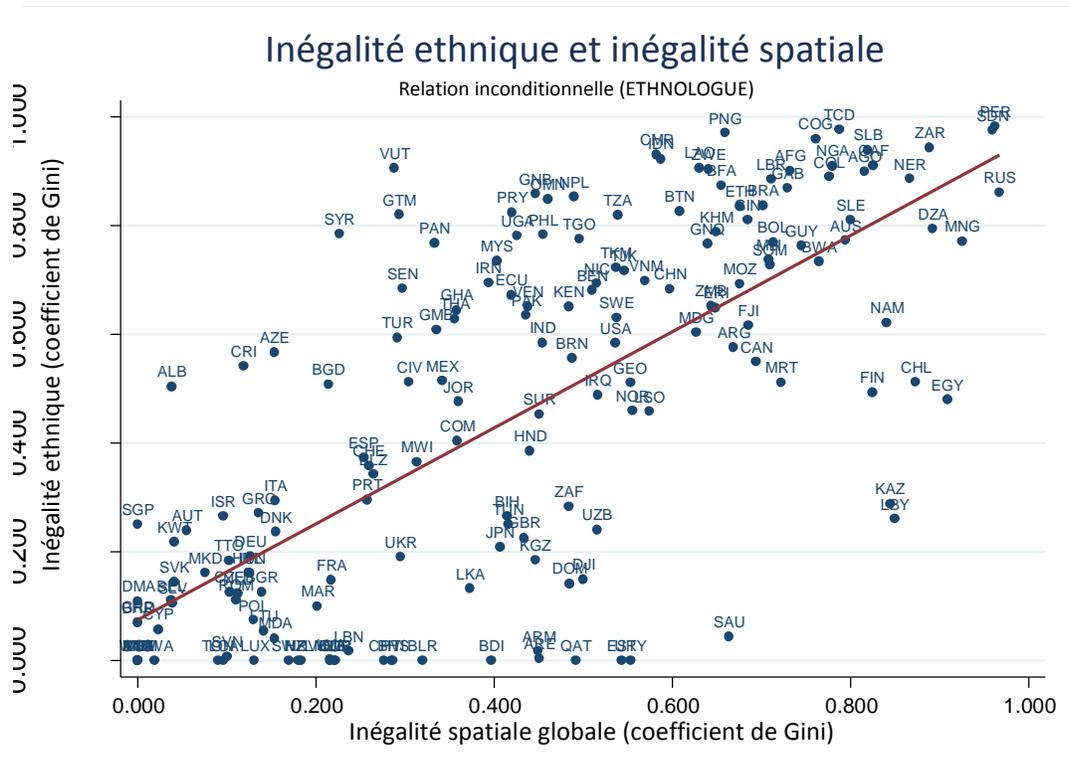
Les données présentées dans Alesina et al. (2015) montrent que les inégalités ethniques étaient profondes dans la quasi-totalité des pays du Printemps arabe, y compris ceux où des guerres civiles ont éclaté (Syrie et Irak). Elles étaient profondes aussi bien par rapport aux inégalités ethniques constatées ailleurs que par rapport aux inégalités spatiales dans le pays lui-même. À l'inverse, l'Arabie saoudite, Oman, Bahreïn et les Émirats Arabes unis présentent de faibles niveaux d'inégalités ethniques, comparé aux autres pays et à leurs inégalités spatiales internes. En Jordanie et au Maroc, les inégalités ethniques sont modérées et au même niveau que les inégalités spatiales observées dans ces deux pays. À l'échelle mondiale, le Soudan et l'Afghanistan déchirés par les conflits affichent le plus fort degré d'inégalités ethniques, tandis que les États-Unis et le Canada sont au premier rang en termes d'inégalités spatiales.

Les études de cas présentent de nombreux exemples de l'existence d'un lien entre les conflits et les « inégalités horizontales », ou les inégalités qui coïncident avec les fractures ethniques, religieuses ou sectaires. Le dénuement dû à des facteurs ethniques, religieux et sectaires peut exacerber les revendications d'un groupe et favoriser par conséquent la mobilisation pour un conflit (Stewart 2000, 2002). L'une des rares études à couvrir plusieurs pays entreprise par Ostby (2008) confirme les études de cas de Stewart en procédant à une vérification systématique des inégalités horizontales fondées sur des facteurs ethniques dans plusieurs pays en développement. Dans une étude ultérieure, Ostby et al. (2009) appliquent des techniques empruntées aux systèmes d'information géographique (SIG) à des enquêtes démographiques et de santé, pour élaborer de nouvelles données désagrégées relatives aux inégalités de bien-être et aux inégalités socioéconomiques. Couvrant 22 pays d'Afrique subsaharienne, ils étudient ces inégalités telles qu'elles existent entre diverses régions infranationales et à l'extérieur de celles-ci. Ils combinent ensuite ces données à des données géographiques sur la localisation des zones

de conflit pendant la période 1986-2004. Ils observent que l'apparition des conflits est plus probable dans les régions caractérisées par 1) un faible niveau d'éducation, 2) une proportion relativement élevée de familles dépourvues d'actifs, 3) une incidence élevée d'inégalités internes et 4) des richesses naturelles mais demeurant relativement pauvres. Les conclusions de cette étude étayent l'hypothèse selon laquelle les inégalités ethniques sont un facteur important de conflit. Elles sont en droite ligne de la théorie d'Esteban et Ray (2007) : l'augmentation des inégalités à l'intérieur des groupes contribue à donner davantage de moyens aux élites en réduisant parallèlement le coût de mobilisation des pauvres.

Figure 2.18 : Inégalités ethniques et inégalités spatiales





Source : Alesina et al. (2015).

Ces observations s'avèrent utiles pour cerner la situation dans les pays en développement de la région MENA après le Printemps arabe, des pays dans lesquels la probabilité de conflit était de beaucoup supérieure à celle constatée dans le reste du monde (Abu Bader et Ianchovichina, 2015). De nouvelles recherches entreprises par Kiendrebeogo et Ianchovichina (2015) indiquent, données factuelles à l'appui, qu'à l'intérieur de la région MENA, le nombre de personnes considérant qu'il est moralement justifié de recourir à l'extrême violence et de cibler les civils augmente, même si ces opinions sont exprimées ailleurs dans le monde également. Le risque de voir se développer ces vues extrêmes est plus élevé chez les jeunes : notamment ceux qui mènent une vie difficile, ont à peine la liberté de décider de leur vie et sont prêts à la sacrifier pour une idée. Diab (2015) attire l'attention non seulement sur l'importance des revendications, mais également sur les traumatismes enfouis, qui peuvent refaire surface et servir à attiser la haine ethnique et les conflits. Les données empiriques indiquent que les revendications à elles seules n'entraînent pas de guerres civiles (Collier et Hoeffler, 2004). Cependant, les soulèvements motivés par des revendications peuvent se transformer en guerres civiles si des groupes, organisés selon des critères ethniques ou sectaires, se servent des traumatismes et revendications communs (passés ou présents) pour obtenir le soutien d'une partie de la population et des financements pour leurs actions. La disponibilité de sources de financement extérieures, l'existence de ressources naturelles et les activités illégales accroissent les retombées d'un conflit, en amplifiant les enjeux et partant l'intensité.

En conclusion, le déclenchement des révolutions du Printemps arabe est dû à un mécontentement croissant généralisé vis-à-vis de la qualité de la vie, plutôt qu'à l'approfondissement et à l'augmentation des inégalités des dépenses. Les classes moyennes nourrissent un fort sentiment de frustration face à la dégradation de leur niveau de vie qui se caractérise par le manque d'emplois dans le secteur formel, des prestations publiques de qualité insatisfaisante et par l'absence d'obligation de rendre des comptes. Les gens ordinaires se sentaient frustrés de ne pas pouvoir profiter de la prospérité créée par la poignée de grandes entreprises arabes florissantes, alors qu'ils luttent pour s'en sortir au prix de gros efforts. Les subventions qui ne pouvaient plus compenser toutes ces difficultés étaient le reflet d'une utilité marginale décroissante ; elles importaient moins pour le bien-être subjectif des 40 % de la population constituant la classe moyenne que pour le bien-être subjectif des 40 % les plus pauvres. Le contrat social de redistribution sans donner voix au chapitre a cessé de fonctionner pour la classe moyenne qui voulait se faire entendre et avoir de véritables opportunités.

La violence extrême qui se répand dans la région MENA au lendemain du Printemps arabe semble être davantage liée aux inégalités entre les groupes qu'aux inégalités économiques proprement dites. Même si les revendications à elles seules n'entraînent pas la guerre civile, les manifestations et les soulèvements motivés par ces revendications peuvent se transformer en guerres civiles si des groupes organisés selon des critères sectaires et/ou ethniques s'en servent pour obtenir le soutien du public. Dans ces sociétés fortement polarisées, l'existence de ressources naturelles et d'une large proportion de jeunes hommes sans emploi accroît davantage les risques de conflit. La région MENA de l'après Printemps arabe semble être au bord du chaos.

Annexe : Tableau 2.1 – Statistiques sur la pauvreté (PovCal, à 1,25 dollar (PPA) par jour)

Pays	Année d'observation	Revenu moyen (en dollars)	Taux (%)	Écart de pauvreté (%)	Carré de l'écart de pauvreté	Indice de Watts	Indice de Gini	Indice MLD	Population (en millions)
Égypte, Rép. arabe d'	2008	114,02	1,69	0,38	0,18	0	30,77	0,16	78,32
	2004	112,51	1,99	0,39	0,16	0	32,14	0,18	72,84
	1999	112,19	1,81	0,32	0,11	0	32,76	0,18	66,46
	1995	97,84	2,46	0,34	0,09	0	30,13	0,15	62,06
	1990	100,88	4,46	0,6	0,14	0,01	32	0,17	56,84
Iran, Rép. islamique d'	2005	197,67	1,45	0,34	0,16	0	38,28	0,25	69,73
	1998	251,94	1,26	0,19	0,05	0	44,1	0,33	63,13
	1994	233,61	1,42	0,28	0,1	0	43	0,31	58,81
	1990	202,44	3,85	0,97	0,42	0,01	43,6	0,33	54,87
	1986	226,84	,19	0,9	0,32	0,01	47,42	0,39	48,26
Jordanie	2010	224,99	0,12	0,03	0,01	0	35,43	0,21	6,05
	2008	199,52	0,07	0,01	0	0	33,82	0,19	5,79
	2006	210,02	0,38	0,1	0,05	0	37,72	0,24	5,54
	2002	175,55	1,16	0,16	0,04	0	38,87	0,25	5,04
	1997	151,56	1,51	0,31	0,13	0	36,42	0,22	4,46
	1992	174,15	2,77	0,5	0,16	0,01	43,36	0,32	3,73
	1986	221,54	n/a	n/a	n/a	n/a	36,06	0,21	2,74
Maroc	2007	161,17	2,52	0,54	0,22	0,01	40,88	0,29	31,01
	2000	133,66	6,25	0,94	0,22	0,01	40,63	0,27	28,79
	1998	129,78	6,76	1,15	0,31	0,01	39,46	0,26	28,08
	1990	155,43	2,45	0,35	0,09	0	39,2	0,25	24,78
	1984	112,9	10,29	2,11	0,59	0,02	39,19	0,27	21,75
	2010	230,52	1,06	0,4	0,31	0	36,06	0,22	10,55
Tunisie	2005	217,87	1,35	0,28	0,11	0	41,42	0,29	10,03
	2000	182,41	2,55	0,46	0,15	0,01	40,81	0,28	9,56
	1995	154,12	6,48	1,33	0,43	0,02	41,66	0,29	8,96
	1990	151,28	5,87	1,37	0,54	0,02	40,24	0,28	8,15
	1985	140,63	8,65	1,92	0,67	0,02	43,43	0,32	7,26
	2009	306,33	0,04	0,01	0,01	0	35,5	0,21	4,04
Cisjordanie et bande de Gaza	2007	272,36	0,4	0,12	0,07	0	38,65	0,25	3,83
	2005	84,02	17,53	4,18	1,61	0,06	37,69	0,24	20,65
Yémen, Rép. du	1998	90,34	12,88	3	1,11	0,04	33,44	0,19	16,72
	1995	120,12	6,79	1,36	0,45	0,02	35,33	0,21	28,29
Algérie	1988	126,04	7,56	1,16	0,24	0,02	40,19	0,28	24,04
	2002	93,5	18,84	5,29	2,19	0,07	39,96	0,27	0,77
Djibouti	2006	109,33	2,82	0,42	0,12	0	30,86	0,16	28,43

Bibliographie

- Abu Bader, S. & Ianchovichina, E. (2015) "Polarization and conflict in Arab Countries," mimeo.
- Alesina, A., Michalopoulos, S., & Papaioannou, E. "Ethnic Inequality," *Journal of Political Economy* (forthcoming).
- Alvaredo, F. (2011) "A note on the relationship between top income shares and the Gini Coefficient," *Economics Letters* 110(3), 274-277.
- Alvaredo, F., et Piketty, T. (2015) "Measuring Top Incomes and Inequality in the Middle East," mimeo.
- Alvaredo, F., Atkinson, A., Piketty, T., and Saez, E. (2015) "The World Top Incomes Database," <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/>.
- Angel-Urdinola, D., Gatti, R., Silva, J. & Bodor, A. (2011) *Striving for better jobs: the challenge of informality in the Middle East and North Africa region*, World Bank, Washington DC.
- Arampatzi, E., Burger, M., Ianchovichina, E., Rohricht, T. and Veenhoven, R. (2015) "Unhappy development: Dissatisfaction with Life in the Wake of the Arab Spring," mimeo.
- Atkinson, A. B., Piketty, T., & Saez, E. (2011) "Top Incomes in the Long Run of History," *Journal of Economic Literature* 49(1), 3-71.
- Benabou, R. (2000) "Unequal societies: income distribution and the social contract," *American Economic Review*, 90(1), 96-129.
- Collier, P and Hoeffler, A. (2004) "Greed and Grievance in Civil War," *Oxford Economic Papers* 56(4): 563-595.
- Devarajan, S., Mottaghi, L., Iqbal, F., Mundaca, G., Laursen, T., Vagliasindi, M, Commander, S., Chaal-Dabi, I. (2014) "Corrosive Subsidies," *MENA Economic Monitor*, the World Bank, October.
- Devarajan, S. and Mottaghi, L. (2015) "Towards a New Social Contract," *MENA Economic Monitor*, The World Bank, April.
- Devarajan, S. and Mottaghi, L. (2015) "Economic Implications of Lifting Sanctions on Iran," *MENA Quarterly Economic Brief*, The World Bank, July.
- Diab, K. (2015) "The ghost of conflicts past, present and future," Al Jazeera opinion piece.
- Diaz-Bazan, T. (2014) "Measuring Inequality from Top to Bottom," mimeo.
- Diwan, I., Keefer, P., & Schiffbauer, M. (2013) "The effects of cronyism on private sector growth in Egypt," Mimeo.
- Doudich, M., Ezrari, A., Van der Weide, R., & Verme, P. (2013) "Estimating quarterly poverty rates using labor force surveys: a primer" World Bank Policy Research Working Paper No. 6466, Washington DC.
- Esteban, J. and Ray, D. (2007) "A Model of Ethnic Conflict," *Journal of the European Economic Association* 9(3), 496-521.
- Ferrari, A.J., Charlson F.J., Norman, R.E., Patten, S.B., Freedman, G., Murray, C.J., et al. (2013) Burden of depressive disorders by country, sex, age, and year: findings from the Global Burden of Disease Study 2010. *PLoS Medicine*, 10(11): e1001547.

- Financial Action Task Force (2011) *Laundering the Proceeds of Corruption*.
- Hlasny, V. & Paolo, V. (2013) "Top Incomes and the Measurement of Inequality in Egypt," World Bank Policy Research Working Paper No. 6557, Washington DC.
- Hassine, N. (2011) "Inequality of Opportunity in Egypt," *World Bank Economic Review* 26(2), 265-295.
- Hassine, N. (2015) "Income inequality in the Arab Region," *World Development* 66, 532-556.
- Hirschman, A. and Rothschild, M. (1973) "The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development," *The Quarterly Journal of Economics* 87(4): 544-566.
- Ianchovichina, E., Burger, M. et al. (2015) "Arab Society in Crisis: From Grievances and Protests to Real Shared Wellbeing," mimeo.
- Ianchovichina, E., Devarajan, S., and Lakatos, C. (2015) "Global Effects and Strategic Responses to the Removal of Iran's Economic Sanctions," mimeo.
- Ianchovichina, E. & Ivanic, M. (2014) "Economic effects of the Syrian war and the spread of the Islamic state on the Levant," Policy Research Working Paper No. 6771, The World Bank, Washington DC.
- Iqbal, F. and Kiendrebeogo, Y. (2015) "The reduction of child mortality in the Middle East and North Africa: A success story," Policy Research Working Paper No. 7127, The World Bank, Washington DC.
- Johannesen, N. (2015) "Economic Inequality in the MENA Countries – Evidence from Cross-Border Deposits," mimeo.
- Kanbur, R. & Venables, A. (eds.) (2005) *Spatial Inequality and Development*, Oxford: Oxford University Press.
- Kiendrebeogo, Y. & Ianchovichina, E. (2015) "Radicalization in Arab countries," mimeo.
- Lakner, C. & Milanovic, B. (2013) "Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession," World Bank Policy Research Working Paper No. 6719, Washington DC, December.
- Lipton, M. (1977) *Why Poor People Stay Poor: Urban Bias in World Development*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Mottaghi, L. (2015) "Plunging oil Prices," *MENA Quarterly Economic Brief*, The World Bank, January.
- Muller, E. (1985) "Income Inequality, Regime Repressiveness, and Political Violence," *American Sociological Review* 50(1): 47-61.
- Ncube, M. and Anyanwu, J. (2012) "Inequality and Arab Spring Revolutions in North Africa and the Middle East," Africa Economic Brief, African Development Bank.
- Nimeh, Z. (2012) "Economic growth and inequality in the Middle East: An Explanation of the Arab Spring?" Instituto Per Gli Studi Di Politica Internazionale (ISPI) Analysis No. 105, April.
- Osborn, B. (2011) "The Arab Spring, As Seen from 2014: A Fight for Prosperity, Not Power." Global Envision (<http://www.globalenvision.org/2011/12/19/arab-spring-seen-2015-fight-prosperity-not-power>).
- OECD (2009) *Ownership Structures in MENA Countries: Listed Companies, State-Owned, Family Enterprises and Some Policy Implications*, Paris <http://www.oecd.org/mena/investment/35402110.pdf>. Ostby, G.

- (2008) "Polarization, Horizontal Inequalities and Violent Conflict," *Journal of Peace Research* 45 (2), 143-162.
- Ostby, G., Nordas, R. & Rod, J. (2009) "Regional Inequalities and Civil Conflict in Sub-Saharan Africa," *International Studies Quarterly* 53: 301-324.
- Ostry, J., Berg, A. and Tsangarides, C. (2014) "Redistribution, Inequality, and Growth," IMF Staff Discussion Note, February, 2014.
- Rijkers, B., Freund, C., & Nucifora, A. (2014) "All in the family: state capture in Tunisia," World Bank Policy Research Working Paper 6810. Washington DC.
- Schiffbauer, M., Sy, A., Hussain, S., Sahnoun, H., and Keefer, P. (2015) *Jobs or Privileges: Unleashing the Employment Potential of the Middle East and North Africa*. Washington DC.
- Starr, P. (2011) "Can Inequality Fuel Revolutions?" UN Dispatch, United Nations News and Commentary, July 26.
- Stewart, F. (2000) "Crisis Prevention: Tackling Horizontal Inequalities," *Oxford Development Studies* 28(3): 245-262.
- Stewart, F. (2002) "Horizontal Inequalities: A neglected Dimension of Development," Queen Elizabeth House Working Paper Series No. 81, University of Oxford.
- Van der Weide, R., Lakner, C., & Ianchovichina, E. (2015a) "Is Inequality Underestimated in Egypt? Evidence from House Prices," mimeo.
- Van der Weide, R., Lakner, C., & Ianchovichina, E. (2015b) "How unequal is growth in the Arab countries?" mimeo.
- Verme, P. (2014) Facts and perceptions of inequality. In Verme, P., Milanovic, B., Al-Shawarby, S., El Tawila, S., Gadallah, M., and El-Majeed, A. *Inside Inequality in the Arab Republic of Egypt: Facts and Perceptions across People, Time, and Space*. A World Bank Study.
- World Bank (2011a) *Middle East and North Africa: Facing Challenges and Opportunities*. Economic Developments and Prospects Report (May 2011). Washington DC.
- World Bank (2011b) *Middle East and North Africa: Investing for Growth and Jobs*. Economic Developments and Prospects Report (September 2011). Washington DC.
- World Bank (2014) *More Jobs, Better Jobs: A Priority in Egypt*. Washington DC.
- Yousef, T.M. (2004) Development, Growth and Policy Reform in the Middle East and North Africa since 1950. *Journal of Economic Perspectives*. Vol. 18, No.3, pp. 91-115.
- Zucman, G. (2013) "The Missing Wealth of Nations: Are Europe and the U.S. Net Debtors or Net Creditors?" *Quarterly Journal of Economics* 128(3), 1321-1364.

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD DE LA BANQUE MONDIALE

RAPPORT DE SUIVI ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

Inégalités, soulèvements et conflits dans le monde arabe

<http://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/mena-economic-monitor>